

L'Empire, la démocratie, le terrorisme

DU MÊME AUTEUR

- L'Âge des extrêmes. Histoire du court xx^e siècle*, Bruxelles, André Versaille éditeur, 2008.
- Aux armes, historiens : deux siècles d'histoire de la Révolution française*, Paris, La Découverte, 2007.
- Franc-tireur : autobiographie*, Paris, Hachette Littératures, 2007.
- L'Invention de la tradition*, en collaboration avec Terence Ranger, Paris, Éditions Amsterdam, 2006.
- L'Ère des révolutions : 1789-1848*, Paris, Hachette Littérature, 2002.
- Les Enjeux du XXI^e siècle*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2004.
- L'Ère des empires : 1875-1914*, Paris, Hachette, 2000.
- Les Bandits*, Paris, La Découverte, 1999.
- L'Ère du capital*, Paris, Hachette, 1997.
- Nations et nationalismes depuis 1780 : programme, mythe, réalité*, Paris, Gallimard, 1996.

La publication de cet ouvrage a été encouragée par une subvention accordée par la Communauté française de Belgique

www.andreversailleediteur.com

Image de couverture : © EPA/Syed Jan Sabawoon.
18 décembre 2003, la police militaire américaine sécurise les alentours de Kaboul pendant qu'un transport de troupes en hélicoptère traverse le ciel.

© Eric J. Hobsbawm, 2007
Titre original : *Globalisation, Democracy and Terrorism*
© André Versaille éditeur, 2009
ISBN 978-2-87495-024-7
D/2009/11.448/2

Eric J. Hobsbawm

L'Empire, la démocratie, le terrorisme

Réflexions sur le XXI^e siècle

Traduit de l'anglais par Lydia Zaïd

André Versaille éditeur

MONDE
diplomatique

À Birkbeck

SOMMAIRE

PRÉFACE	9
I – GUERRE ET PAIX AU XX ^e SIÈCLE	23
II – GUERRE, PAIX ET HÉGÉMONIE AU DÉBUT DU XXI ^e SIÈCLE	39
III – POURQUOI L’HÉGÉMONIE AMÉRICAINE DIFFÈRE-T-ELLE DE L’EMPIRE BRITANNIQUE ?	57
IV – SUR LA FIN DES EMPIRES	81
V – NATIONS ET NATIONALISME DANS LE NOUVEAU SIÈCLE	89
VI – LES PERSPECTIVES DE LA DÉMOCRATIE	101
VII – EXPORTER LA DÉMOCRATIE	121
VIII – TERRORISME	127
IX – L’ORDRE PUBLIC À UNE ÉPOQUE DE VIOLENCE	145
X – OÙ VA L’EMPIRE AMÉRICAIN ?	161
INDEX	173

PRÉFACE

Le xx^e siècle a été la période la plus extraordinaire de l'histoire de l'humanité, alliant catastrophes humaines sans précédent, amélioration matérielle substantielle et capacité inédite à transformer – sinon à détruire – la planète et même de s'en échapper. Quel regard rétrospectif porter sur cet « âge des extrêmes » et qu'attendre de la nouvelle ère qui naîtra de l'ancienne ? Les articles rassemblés dans cet ouvrage reflètent la tentative d'un historien d'observer, analyser et comprendre la situation du monde au début de ce troisième millénaire, ainsi que certains problèmes politiques majeurs auxquels nous sommes confrontés. Ces textes complètent et actualisent mes écrits antérieurs, notamment mon histoire du « court xx^e siècle », *L'Âge des extrêmes*, ma conversation avec Antonio Polito sur *Les Enjeux du XXI^e siècle* et *Nations et nationalisme*.

De tels exercices sont nécessaires, mais en quoi les historiens peuvent-ils contribuer à cette tâche ? À part rappeler ce que les autres ont oublié ou souhaité oublier, leur principale fonction consiste à prendre le plus de recul possible avec l'histoire immédiate pour la replacer dans un contexte plus large et une perspective plus longue.

Dans ce recueil de textes, qui portent essentiellement sur des thématiques politiques, j'ai choisi de me concentrer sur cinq domaines

qui requièrent une réflexion à la fois claire et bien informée : la question générale de la guerre et de la paix au XXI^e siècle, le passé et l'avenir des empires mondiaux, la nature et les mutations du nationalisme, l'avenir des démocraties libérales et, enfin, le problème de la violence politique et du terrorisme. Tout cela se joue sur une scène mondiale dominée par deux processus conjoints. D'une part, la perpétuelle capacité de l'espèce humaine à transformer la planète par la technologie et l'activité économique et, d'autre part, la mondialisation.

La première, malheureusement, n'a eu jusqu'ici aucun impact significatif sur les décideurs politiques. Maximiser la croissance économique demeure l'objectif des gouvernements et rien ne permet d'espérer que des mesures efficaces seront prises pour répondre au problème du réchauffement climatique.

Par ailleurs, depuis les années soixante, l'accélération de la mondialisation – c'est-à-dire d'un monde devenu un ensemble unique d'activités interdépendantes et non entravées par les frontières nationales – a eu une influence politique et culturelle profonde, surtout sous sa forme toujours dominante d'un libre marché global incontrôlé. Cette question ne fait pas à proprement parler l'objet de ce livre dans la mesure où le politique demeure l'un des champs de l'activité humaine que la mondialisation n'a quasiment pas affecté.

Dans sa tentative discutable de quantifier ce phénomène par un indice de mondialisation économique (2007), l'Institut de recherche suisse Kof n'a eu aucune difficulté à construire des indicateurs pour mesurer les flux économiques, la circulation des informations et du savoir, les contacts personnels ou encore la diffusion culturelle – par exemple le nombre de restaurants McDonald ou de magasins IKEA *per capita*. En revanche, pour évaluer la mondialisation politique, il n'a pas pu retenir de meilleurs critères que

le nombre d'ambassades installées dans un pays, l'appartenance à une organisation internationale et la participation aux missions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Une approche exhaustive de la mondialisation est sans doute hors de la portée de cet ouvrage, mais trois observations générales particulièrement significatives pour les thèmes traités méritent d'être relevées.

D'abord, le fameux libre marché mondial a entraîné une augmentation dramatique des inégalités économiques et sociales tant au niveau national qu'international. En dépit d'une diminution de l'extrême pauvreté, rien ne laisse penser que cette dualisation ne se poursuivra pas au sein même des États. La montée des inégalités, surtout dans les conditions de grande instabilité économique, comme celles créées par le marché mondial à la fin des années quatre-vingt-dix, est à la base des principales tensions sociales et politiques de ce nouveau siècle.

De plus, les économies asiatiques émergentes pèsent sur les disparités mondiales. En effet, les menaces sur le niveau de vie astronomique des peuples du Vieux Nord, jointes à l'impossibilité matérielle d'offrir quelque chose de comparable aux vastes populations de pays comme l'Inde et la Chine, ne manqueront pas de susciter de nouvelles tensions internes comme externes.

Ensuite, comme la mondialisation frappe davantage ceux qui en profitent le moins, elle suscite des opinions de plus en plus polarisées entre ceux qui sont potentiellement à l'abri de ses effets négatifs – les entrepreneurs qui peuvent externaliser leurs coûts dans des pays à bas salaires, les cadres ultra-spécialisés et les diplômés de l'enseignement supérieur qui peuvent travailler dans n'importe quel secteur de l'économie de marché bien rémunéré – et tous les autres. Aussi, en ce début de XXI^e siècle, la perspective

est-elle inquiétante – sinon sombre – pour la plupart de ceux qui, dans les vieux pays développés, vivent du salaire et du revenu de leur travail. Le libre marché a miné la capacité des États et des systèmes de protection sociale à préserver leur mode de vie. En concurrence avec les hommes et les femmes d'autres pays qui, à qualification égale, perçoivent une fraction du salaire occidental, les travailleurs subissent chez eux la pression, à l'échelle mondiale, de ce que Marx appelle « l'armée industrielle de réserve », ces immigrants venus des quatre coins des régions pauvres de la planète. Une telle situation n'augure en rien une ère de stabilité politique et sociale.

Enfin, bien que l'ampleur de la mondialisation demeure somme toute modeste, excepté peut-être pour quelques États, généralement petits et souvent situés en Europe, ses retombées politiques et culturelles sont disproportionnées. C'est pourquoi l'immigration est un problème politique majeur dans la plupart des pays occidentaux développés, même si la part d'êtres humains vivant hors de leur pays natal n'excède pas 3 %. En 2007, selon l'indice Kof de la mondialisation économique, les États-Unis occupaient la 39^e place, l'Allemagne la 40^e, la Chine la 55^e, le Brésil la 60^e, la Corée du Sud la 62^e, le Japon la 67^e et l'Inde la 105^e. Tous, à l'exception du Brésil, sont néanmoins légèrement mieux classés sur l'échelle de la mondialisation sociale (le Royaume-Uni est la seule économie majeure à figurer dans le top 10 de la mondialisation économique et sociale¹). Qu'il s'agisse d'un phénomène temporaire ou non, cet impact démesuré pourrait avoir à court terme de sérieuses répercussions politiques nationales comme internationales. J'ai tendance à croire que, d'une manière ou d'une autre, la résistance

¹ Ce classement est basé sur des données de 2004.

politique risque de ralentir les progrès du libre-échange au cours des deux prochaines décennies – même si le retour à des politiques protectionnistes explicites est peu probable.

J'espère que les chapitres consacrés à la guerre, l'hégémonie, les empires et l'impérialisme, l'état actuel du nationalisme, la transformation de la violence publique et le terrorisme feront sens pour le lecteur sans davantage de commentaires de ma part. J'aimerais qu'il en soit de même pour les deux chapitres sur la démocratie, mais je suis conscient que la tentative de montrer que l'une des vaches les plus sacrées de la vulgate politique occidentale produit moins de lait que prévu suscitera des controverses. Le discours contemporain sur la démocratie contient plus d'inepties et d'absurdités que celui qui porte sur tout autre concept politique. Je pense en particulier aux vertus miraculeuses attribuées aux gouvernements élus par une majorité arithmétique d'électeurs choisissant entre des partis rivaux. Dans la rhétorique américaine récente, le terme de « démocratie » a perdu tout lien avec la réalité. Ces deux chapitres représentent ma modeste contribution pour réintroduire la raison et le bon sens dans le débat ; je reste cependant très attaché à l'idée d'un gouvernement pour le peuple – réellement pour tous, riches et pauvres, stupides et intelligents, informés et ignorants –, un gouvernement qui consulte le peuple et obtient son consentement.

Les textes de ce recueil, actualisés quand c'était nécessaire, proviennent pour la plupart de conférences prononcées devant des publics variés. Ils s'attachent à présenter et expliquer la situation dans laquelle le monde, ou du moins une grande partie de celui-ci, se trouve aujourd'hui. Ils pourront nous aider à définir les problèmes auxquels nous sommes confrontés à l'orée de ce

nouveau siècle, mais ils ne proposent ni programmes ni solutions pratiques. Ils furent rédigés entre 2000 et 2006 et reflètent donc les préoccupations internationales propres à cette période, dominée par la décision prise par le gouvernement américain en 2001 de briguer une hégémonie mondiale, en dénonçant les conventions internationales acceptées jusqu'alors et en se réservant le droit de déclencher des guerres d'agression ou d'autres opérations militaires quand il le souhaite – et de le faire. Face à la débâcle de la guerre en Irak, il n'est plus nécessaire de démontrer que ce projet était irréaliste et la question de savoir si nous aurions souhaité que les États-Unis gagnent est devenue purement théorique. Néanmoins, il faut savoir – et les lecteurs devraient le garder à l'esprit – que ces textes furent rédigés par un auteur qui est très critique sur ce dessein. Cette attitude s'explique en partie par la force inébranlable de mes convictions politiques, dont une hostilité à l'impérialisme, que ce soit celui des grandes puissances, qui prétendent agir pour le bien des victimes de leurs conquêtes, ou celui des Blancs qui tiennent pour acquis leur supériorité et leur droit à décider pour les peuples d'autres couleurs. Cette prise de position s'enracine également dans une méfiance légitime à l'égard de la mégalomanie, cette maladie des États et des dirigeants qui croient leur pouvoir et leur réussite sans limites.

Désormais, il n'y a plus de raison de nous attarder sur la plupart des arguments et mensonges utilisés depuis 2001 pour justifier les actions américaines, par les politiciens étatsuniens et britanniques, les avocats rémunérés ou bénévoles, les discoureurs, les attachés de presse, les lobbyistes et les idéologues amateurs.

Cependant, une explication moins critiquable a été avancée, non pour défendre la guerre en Irak, mais au nom d'un principe plus général selon lequel une ingérence armée, destinée à préserver ou

introduire les droits humains, serait légitime et parfois nécessaire à une époque où barbarie, violences et désordres se multiplient. Pour certains, une telle situation appelle une hégémonie impériale mondiale, en particulier, une hégémonie de la seule puissance capable de l'exercer : les États-Unis. Ce principe, que l'on pourrait appeler « l'impérialisme des droits humains », est apparu dans le débat public lors de la guerre dans les Balkans, née de la désintégration de la Yougoslavie communiste, et en particulier en Bosnie. Apparemment, seule une armée extérieure pouvait mettre un terme à l'interminable série de massacres mutuels qui s'y déroulait et seuls les États-Unis étaient capables de – ou disposés à – déployer une telle force. Que l'Amérique n'ait eu aucun intérêt historique, politique ou économique spécifique dans cette région, a rendu cette intervention plus impressionnante et censément gratuite. J'en ai tenu compte dans mes textes. Bien qu'il y ait dans mes articles, et notamment dans « Exporter la démocratie », des éléments pour réfuter cette position, quelques considérations supplémentaires ne seront sans doute pas déplacées.

Cette manière de voir est fondamentalement démentie dans les faits. Certes la politique internationale des grandes puissances peut parfois répondre aux souhaits des apôtres des droits de l'Homme – et servir à la propagande –, mais c'est relativement secondaire au regard de leurs objectifs qui, si c'est nécessaire, sont poursuivis avec cette impitoyable brutalité qui est l'héritage du xx^e siècle. Elles peuvent entretenir avec ceux pour qui l'humanisme est la valeur centrale d'un État une relation d'alliance *ad hoc* ou d'opposition, mais jamais d'identification.

Même dans les rares cas où de jeunes États révolutionnaires ont cherché naïvement à répandre leur message universel – la France après 1792, la Russie après 1917, mais non les États-Unis isolationnistes de George Washington –, ce fut toujours de

courte durée. Le principe de base de tout État est la poursuite de ses intérêts propres.

En outre, pour être humanitaire, une ingérence armée doit répondre à trois conditions : le risque que des situations intolérables ne surgissent dans le monde contemporain – la plupart du temps, des massacres ou même des génocides ; l'impossibilité de traiter le problème par d'autres moyens ; enfin, les bénéfices de ce type d'action doivent être nettement supérieurs à son coût. Toutes ces conditions sont parfois réunies bien que, comme le prouvent les discussions sur l'Irak et l'Iran, il y ait rarement consensus sur la définition de ce qu'est une « situation intolérable ». Deux cas de figure, où de toute évidence une intervention était légitime, ont sans doute fait consensus : l'invasion du Cambodge par le Vietnam qui mit un terme au régime des « champs de la mort » de Pol Pot (1978) et l'abolition du régime de terreur d'Idi Amin en Ouganda par la Tanzanie en 1979. Bien entendu, toutes les interventions militaires étrangères dans des crises locales, même rapides et efficaces, n'ont pas eu de résultats aussi satisfaisants – il suffit de penser, parmi les exemples les plus discutables, au Liberia et au Timor oriental. Quoiqu'il en soit, les opérations au Cambodge et en Ouganda se limitèrent à de brèves incursions dont les bénéfices furent immédiats et qui apportèrent en outre vraisemblablement quelques améliorations durables, et cela sans enfreindre le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État souverain. Au demeurant, elles ne poursuivaient aucune visée impériale ni n'avaient d'incidence sur la politique mondiale. En effet, les États-Unis comme la Chine continuèrent à soutenir Pol Pot une fois destitué. De telles interventions *ad hoc* n'ont rien à voir avec la question de l'opportunité d'une hégémonie mondiale des États-Unis.

En revanche, ce n'est pas le cas des interventions militaires de ces dernières années qui ont toujours été sélectives, se gardant d'agir contre ce qui, selon les critères humanitaires, a figuré parmi les pires atrocités, en particulier le génocide en Afrique centrale. Dans les Balkans des années 1990, le souci humanitaire était certainement un facteur significatif, mais il n'était pas le seul. Quoiqu'on ait prétendu le contraire, l'intervention en Bosnie a sans doute permis d'arrêter le bain de sang plus tôt que si les Serbes, les Croates et les Musulmans bosniaques avaient pu le mener jusqu'à son terme. Mais la région demeure instable.

Il n'est pas du tout certain que, en 1999, l'intervention fût la seule manière de résoudre le problème soulevé par la révolte contre la Serbie d'une minorité extrémiste parmi les nationalistes albanais du Kosovo, tout comme on ignore si c'est la menace d'une invasion plutôt que la diplomatie russe qui vint à bout de l'intransigeance serbe. L'objectif humanitaire était encore plus douteux qu'en Bosnie : en provoquant l'expulsion massive des Albanais du Kosovo par les Serbes, sans compter les victimes civiles de la guerre elle-même et plusieurs mois de bombardements destructeurs sur l'ex-Yougoslavie, cette intervention pourrait même avoir aggravé la situation humanitaire. De plus, les relations entre Serbes et Albanais n'en ont pas été stabilisées. Au moins les interventions dans les Balkans furent-elles rapides et, à brève échéance, décisives, même si, jusqu'à présent, personne, à l'exception peut-être de la Croatie, n'a de raison d'être satisfait du résultat.

D'un autre côté, les opérations américaines qui se déroulent en Afghanistan et en Irak depuis 2001 n'ont pas été lancées pour des raisons humanitaires, bien qu'elles aient été présentées aux opinions publiques avec l'objectif de chasser des régimes particulièrement odieux. Avant le 11 septembre 2001, pas même les

États-Unis n'auraient estimé que la situation qui prévalait dans ces pays nécessitait une invasion immédiate. L'Afghanistan était accepté par les autres États sur la base d'un « réalisme » vieux style, tandis que l'Irak était quasi universellement condamné. Si les régimes des talibans et de Saddam Hussein furent rapidement renversés, aucune de ces interventions ne fut victorieuse et, à l'évidence, les objectifs de départ ne furent pas atteints : l'instauration de régimes démocratiques conformes aux valeurs occidentales, offrant un modèle aux sociétés encore non démocratisées dans la région. Les deux conflits, mais surtout la catastrophique guerre en Irak, se sont avérés durables, massivement destructeurs et sanglants – et ils se poursuivent encore au moment où j'écris ces lignes, sans que l'on n'entrevoie de perspectives d'en sortir.

Dans tous ces cas, les interventions armées ont été le fait d'États dotés de ressources et d'une puissance militaire de loin supérieures. Aucune n'a débouché sur des solutions stables. Dans tous les pays concernés, l'occupation militaire et le contrôle politique se poursuivent. Au mieux, quoique ce ne soit le cas ni en Afghanistan ni en Irak, l'intervention a mis fin à des conflits sanglants et abouti à une forme de paix, mais, à l'image de ce qui s'est passé dans les Balkans, les résultats sont décevants. Au pire – en Irak –, personne ne peut nier que la situation de la population, dont la libération était le prétexte officiel de la guerre, est plus mauvaise qu'avant. Les ingérences militaires récentes, y compris celles menées par des superpuissances, ne sont pas des succès.

Cet échec repose sur le présupposé qui se cache en grande partie derrière l'impérialisme des droits humains, à savoir que les régimes barbares et tyranniques sont immunisés contre tout changement interne, de sorte que seule une force extérieure peut y mettre fin et y répandre, ensuite, nos valeurs ainsi que nos modèles d'institutions

PRÉFACE

politiques et juridiques. Ces présupposés sont un héritage de l'époque où les combattants de la Guerre froide dénonçaient le « totalitarisme ». Ils n'auraient pas dû survivre à la fin de l'URSS ni au processus manifeste de démocratisation interne, survenu à partir des années 1980 dans un certain nombre de pays asiatiques et latino-américains, autrefois dirigés par d'épouvantables dictatures militaires et autoritaires non communistes. Ils se fondent aussi sur la croyance que l'usage de la force peut entraîner instantanément des transformations culturelles majeures. Mais les choses ne se passent pas ainsi. La diffusion des valeurs et des institutions n'est quasi jamais le résultat d'une contrainte brutale venue de l'extérieur, sauf si les conditions sont déjà présentes localement pour les adapter et les accepter. La démocratie, les valeurs occidentales et les droits humains ne sont pas comparables à une quelconque technologie d'importation dont les bénéfices apparaissent d'emblée et dont l'emploi est identique pour tous les utilisateurs qui peuvent se permettre de l'acquérir, comme la pacifique bicyclette, le meurtrier AK 47 ou les infrastructures aéroportuaires. Si c'était le cas, il y aurait davantage de ressemblances entre les nombreux États d'Europe, d'Asie et d'Afrique, tous (théoriquement) régis par des constitutions démocratiques analogues. Bref, il y a très peu de raccourcis dans l'histoire – leçon que l'auteur de ce livre a apprise rien moins qu'en vivant et réfléchissant sur la majeure partie du siècle passé.

En outre, une faible dose de répétition fait partie de la boîte à outils d'un auteur qui ne peut se départir d'une vieille habitude : celle de vouloir enseigner, autrement dit de convaincre autant que d'exposer. J'espère ne pas avoir exagéré.

Depuis 2008, toutes ces questions doivent être abordées dans le contexte d'une crise majeure de l'économie capitaliste mondiale, la plus grave depuis celle des années 1929-1933, quoiqu'à l'heure où j'écris il soit encore difficile de savoir si ses conséquences économiques et politiques seront aussi longues et profondes. Je ne prétends nullement qu'elle soit similaire aux crises antérieures, mais il s'agit tout de même d'un moment de transformation du système, au sens de Schumpeter. D'une certaine manière, cette crise est déjà plus universelle que les précédentes dans la mesure où le système financier qui s'est effondré à l'automne 2008 est plus mondial que jamais. En outre, l'Union soviétique, qui avait été largement épargnée par la crise de 1929, n'existe plus et les États qui lui ont succédé ont été intégrés dans le système capitaliste mondial ; de même, moyennant quelques adaptations locales, les pays encore appelés communistes, comme la Chine et le Vietnam.

Nous sommes à la fin d'une ère de croissance économique mondiale qui a débuté en 1973 et qui s'est progressivement caractérisée par une double évolution. La désindustrialisation des vieux bassins industriels occidentaux s'est accélérée de manière impressionnante, tant dans le domaine de la production que dans celui des services, au profit de nouveaux centres situés, la plupart du temps, dans le Sud mais surtout dans l'Est asiatique. Dans le même temps, toute la planète assistait au triomphe d'une idéologie économique – version pathologique de la politique du *laissez-faire* – qui s'est traduit par un retrait systématique des États de toute régulation ou contrôle des activités commerciales. Cette tentative de confier la société humaine à un prétendu « marché » auto-régulé, auto-contrôlé,

producteur de richesses – et même de bien-être – était un *reductio ad absurdum* que les idéologues avaient tiré d'Adam Smith. Leur monde à la Pangloss, exclusivement peuplé d'acteurs heureux dans leur quête rationnelle de profits, au sein d'un système en continue expansion qui s'auto-équilibre, était proprement irréaliste. Et pas seulement parce qu'il a délibérément rejeté les mécanismes du développement capitaliste avec ses cycles de croissance et de récession, dont certains ont engendré les crises majeures de transformation du système. En effet, depuis les années 1880, en dehors de l'Amérique du Nord et de l'Europe, l'instabilité progressive de la conjoncture économique était évidente. Sans surprise, ce « fondamentalisme du marché », plus proche de la théologie (et de plus en plus soutenu par des algorithmes mathématiques), a échoué. Son inadéquation a été reconnue depuis longtemps par les analystes critiques, ainsi que par certains hommes d'affaires pratiquants qui, à la fin du siècle dernier, sous l'impact de la mondialisation et du bouleversement économique des années 1997-1998, ont redécouvert la pertinence de Marx. Cependant ni les économistes ni les gouvernements – qui ne croyaient pas que cela puisse se produire – pas plus d'ailleurs que certains journalistes sceptiques qui s'y attendaient, n'ont pu prévoir le moment où la crise mondiale actuelle éclaterait. Aujourd'hui nous ne pouvons pas savoir quel type de structure économique et d'organisation mondiale résultera de la présente crise, mais un retour au fondamentalisme du libre marché est certainement impossible.

E. J. Hobsbawm
Londres, 2008

I – GUERRE ET PAIX AU XX^e SIÈCLE

Le xx^e siècle a été le plus meurtrier de l’histoire. Le nombre total de morts causés par les guerres ou qui lui sont associés est estimé à 187 millions, soit plus de dix pour-cent de la population mondiale en 1913¹. Si on le fait commencer en 1914, ce fut un siècle de guerre quasi permanente, hormis de courtes périodes sans conflit armé organisé en quelque point de la planète. Il fut dominé par des guerres mondiales, c’est-à-dire par des affrontements entre États ou blocs d’États.

La période qui s’étend de 1914 à 1945 peut être considérée comme une seule et même « guerre de trente ans », brièvement suspendue dans les années 1920 – du retrait japonais de l’Extrême-Orient soviétique en 1922 jusqu’au début de l’attaque nippone sur la Mandchourie en 1931.

Ces trois décennies furent presque immédiatement suivies par près de quarante ans de Guerre froide, situation qui correspondait à la définition de la guerre formulée par le grand philosophe Thomas Hobbes comme ne consistant « pas seulement dans la bataille, ou

¹ Estimation de Zbigniew Brzezinski, *Out of Control: Global Turmoil on the Eve of the 21st Century*, New York, 1993. Estimation de la population dans Angus Maddison, *The World Economy: A Millennial Perspective*, OCDE, Paris, 2001, p. 241.

dans l'acte de se battre, mais dans un espace de temps où la volonté de combattre est suffisamment connue »².

On peut discuter la question de savoir si les actions dans lesquelles les forces américaines ont été engagées depuis la fin de la Guerre froide en divers endroits du globe prolongent l'ère des guerres mondiales. En revanche, il ne fait aucun doute que, durant les années 1990, les conflits armés, formels ou informels, furent nombreux aussi bien en Europe qu'en Afrique ou en Asie occidentale et centrale. Depuis 1914, le monde n'a jamais été totalement en paix et il ne l'est toujours pas.

Néanmoins, le xx^e siècle ne peut être traité comme un bloc monolithique, ni d'un point de vue chronologique ni d'un point de vue géographique.

Chronologiquement, il se divise en trois périodes : l'ère de la guerre mondiale, avec l'Allemagne au cœur du conflit (de 1914 à 1945) ; l'ère de la confrontation entre superpuissances (de 1945 à 1989) et l'ère de la fin du système traditionnel des puissances internationales. Je les appellerai dorénavant périodes I, II et III.

Géographiquement, la distribution des conflits a été très inégale. À l'exception de la guerre du Chaco de 1932-1935³, les Amériques ne connurent au xx^e siècle aucun affrontement interétatique significatif, c'est-à-dire autre que des guerres civiles. Cette partie du monde fut peu touchée par des opérations militaires ennemies, ce qui explique le choc créé par les attaques sur le World Trade Center et le Pentagone, le 11 septembre 2001. Depuis 1945, les guerres entre États ont aussi disparu du continent européen, jusqu'alors le principal théâtre des combats. Bien que, dans la période III, la

² Thomas Hobbes, *Le Léviathan*, Première partie, chapitre XIII.

³ Guerre qui opposa la Bolivie et le Paraguay pour le contrôle du Chaco, région supposée pétrolière.

guerre soit réapparue dans le Sud-Est de l'Europe, il est peu probable qu'elle resurgisse sur le reste du continent.

D'un autre côté, durant la période II, des guerres interétatiques, pas toujours indépendantes de la confrontation mondiale, sont restées endémiques au Proche-Orient et en Asie du Sud, tandis que des guerres majeures, conséquences directes de la guerre mondiale, éclataient dans l'Est et le Sud-Est asiatique (Corée, Indochine). À la même époque, des régions comme l'Afrique subsaharienne, relativement épargnée par la guerre dans la période I (à l'exception de l'Éthiopie, objet de la tardive conquête coloniale italienne en 1935-1936), sont devenues le théâtre de conflits armés au cours de la période II et le siège de terribles massacres et de souffrances dans la période III.

La guerre au xx^e siècle présente deux autres traits saillants, quoique le premier soit moins évident que le second. Au début du xxi^e siècle, les opérations armées ne sont plus exclusivement dans les mains des gouvernements ou de leurs agents autorisés, et les belligérants n'ont plus ni caractéristiques, ni objectifs, ni statuts communs, si ce n'est la volonté de recourir à la violence. Durant les périodes I et II par contre, les conflits interétatiques ont à ce point dominé l'image de la guerre qu'ils ont occulté les guerres civiles et autres conflits qui se déroulaient à l'intérieur des États ou des empires. Même les guerres civiles survenues en Russie après la révolution d'Octobre ou celles qui ont éclaté après l'effondrement de l'empire chinois pourraient s'inscrire dans le cadre des conflits internationaux dans la mesure où elles leur sont indissociables.

Par ailleurs, bien que l'Amérique latine n'ait vu aucune armée traverser des frontières nationales au xx^e siècle, elle a connu d'importantes guerres civiles durant la période II : au Mexique après 1911, par exemple, en Colombie depuis 1948 et dans d'autres pays d'Amérique centrale. En général on ne perçoit pas qu'à partir du

milieu des années soixante les guerres internationales n'ont cessé de se réduire, tandis que les conflits internes devenaient plus fréquents pour ne se stabiliser que dans le courant des années 1990.

Pour sa part, l'idée est plus répandue que la distinction entre combattants et civils s'est amenuisée. Les deux guerres mondiales de la première moitié du xx^e siècle ont affecté l'ensemble de la population des pays belligérants ; militaires comme civils en ont souffert. Au cours du siècle, cependant, le poids de la guerre s'est progressivement déplacé des forces armées vers les civils, qui n'étaient plus seulement les victimes mais de plus en plus les cibles des opérations militaires ou politico-militaires. À cet égard, la différence entre la Première et la Deuxième Guerre mondiale est spectaculaire : seuls 5 % des morts de la Grande Guerre étaient des civils contre 66 % pour la Seconde. Aujourd'hui on estime que 80 à 90 % des victimes de la guerre sont des civils. Le pourcentage s'est accru après la fin de la Guerre froide car, depuis lors, la plupart des opérations militaires n'ont plus été menées par des armées de conscrits mais par des petits corps de troupes régulières ou irrégulières, le plus souvent équipés d'armes sophistiquées et protégés contre les risques de pertes. L'armement de haute technologie a sans doute permis, dans certains cas, de rétablir la distinction entre objectifs militaires et civils, et donc entre combattants et non-combattants, mais il est raisonnable de penser que les civils resteront les principales victimes des guerres.

De plus, les souffrances des populations civiles ne sont pas proportionnelles à l'envergure ou à l'intensité des opérations. En termes strictement militaires, les deux semaines de guerre indo-pakistanaise en 1971 pour l'indépendance du Bangladesh étaient d'une ampleur plutôt modeste, mais elles ont causé un million de réfugiés. Dans les années 1990, les combats entre factions armées en Afrique ont rarement impliqué plus de quelques milliers de

combattants, souvent mal équipés. Pourtant, ils ont produit, au faîte du conflit, quasi sept millions de réfugiés – un nombre de loin supérieur à celui enregistré à n'importe quel moment de la Guerre froide, lorsque le continent était le théâtre de guerres par procuration entre les deux superpuissances⁴.

Ce phénomène n'est pas limité aux régions pauvres et reculées. L'impact de la guerre sur la vie civile est en quelque sorte amplifié par la mondialisation, qui fait toujours davantage dépendre le monde d'un flux ininterrompu de communications, de services techniques, de ressources et de biens. Une interruption, même brève, de ce flux – la fermeture durant quelques jours de l'espace aérien américain après le 11 septembre, par exemple – peut avoir des conséquences considérables, voire durables, sur l'économie mondiale.

Il aurait été plus facile d'écrire sur la guerre et la paix au xx^e siècle si la différence entre les deux était restée aussi nette qu'au début du siècle, lorsque la convention de La Haye de 1899 et 1907 codifiait les règles de la guerre. À l'époque, on considérait que les conflits survenaient d'abord entre des États souverains ou, s'ils éclataient à l'intérieur d'un territoire étatique, entre des parties suffisamment organisées pour acquérir le statut de belligérants aux yeux des autres États. La guerre se distinguait alors nettement de la paix : les hostilités s'ouvraient par une déclaration de guerre et s'achevaient sur un traité de paix. La ligne de démarcation entre civils et combattants – identifiables à leur uniforme ou par tout autre signe d'appartenance à une force armée régulière – était nette. La guerre se déroulait entre soldats. Durant les hostilités, les civils devaient autant que possible être protégés. Certes ces

⁴ Données du Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations unies, *in* HCR, *La Situation des réfugiés dans le monde 2000 : Cinquante ans d'action humanitaire*, Paris, Autrement, 2000.

conventions ne couvraient pas tous les types de guerre civile ou de conflit armé. Par exemple, elles ne s'appliquaient pas aux affrontements liés à l'expansion impérialiste occidentale dans des régions qui ne relevaient d'aucun État souverain reconnu internationalement, même si certains de ces conflits (mais pas tous, loin de là) étaient qualifiés de « guerres ». Les conventions ne concernaient pas non plus les nombreuses rébellions contre des États, comme la « révolte des Cipayes » survenue en Inde en 1857, ni les fréquentes luttes armées se déclenchant dans des régions qui échappaient au contrôle des États ou des autorités impériales qui, formellement, les administraient, telles les razzias ou vendettas dans les montagnes d'Afghanistan ou du Maroc. Néanmoins, la convention de La Haye a servi de cadre juridique à la Première Guerre mondiale. Au cours du xx^e siècle, cette relative clarté a fait place à la confusion.

D'abord, la frontière entre conflits inter- et intra-étatiques – c'est-à-dire entre guerres internationales et guerres civiles – s'est estompée car les guerres ne furent pas la seule caractéristique du xx^e siècle ; il connut aussi des révolutions et le démembrement des empires. Ces révolutions et luttes de libération eurent des répercussions internationales, en particulier durant la Guerre froide. En revanche, après la révolution russe, il n'était pas rare de voir certains États intervenir dans les affaires intérieures de pays dont ils n'approuvaient pas les choix, du moins là où cela paraissait relativement sans risque. Et c'est encore le cas.

Ensuite, la distinction entre guerre et paix s'est brouillée. Excepté çà et là, la Seconde Guerre mondiale n'a pas commencé par une déclaration de guerre formelle et ne s'est pas achevée sur un traité de paix. Elle fut suivie d'une période si difficile à classer selon les concepts classiques de guerre et de paix qu'il a fallu inventer le néologisme de « guerre froide ». La situation au Proche-Orient illustre parfaitement la complexité inouïe issue de la Guerre froide.

Ni le terme de paix ni celui de guerre ne conviennent pour décrire la situation créée en Irak au lendemain de la fin officielle de la guerre du Golfe – le pays était encore bombardé quotidiennement par des puissances étrangères. Ils ne peuvent davantage définir les relations entre Palestiniens et Israéliens, ou entre Israël et ses voisins – le Liban et la Syrie. Tout cela est le triste héritage des guerres mondiales du xx^e siècle, d'un appareil de propagande toujours plus efficace, et d'une confrontation entre idéologies viscéralement incompatibles, animée d'un esprit de croisade comparable à celui des guerres de religion du passé. Contrairement aux guerres traditionnelles qui se déroulaient dans le cadre du système des puissances, ces conflits recherchent de moins en moins des solutions négociées, ils visent plutôt une « reddition inconditionnelle ». Dès lors que les guerres comme les victoires doivent être totales, toute limitation des capacités des belligérants, susceptible d'être imposée par les conventions acceptées aux XIX^e et XX^e siècles, en ce compris une déclaration de guerre officielle, est rejetée, au même titre que toute tentative de restreindre la puissance du vainqueur à imposer sa volonté. L'expérience a montré que les accords de paix pouvaient facilement être rompus.

La tendance récente à utiliser le mot « guerre » pour désigner le déploiement de forces organisées dans la lutte contre des activités nationales ou internationales considérées comme antisociales – « guerre contre la mafia » ou « guerre contre les cartels de la drogue », par exemple – a encore compliqué les choses. Or, l'effort pour contrôler ou éliminer ces organisations ou réseaux, dont de petits groupes terroristes, est fondamentalement différent des grandes opérations militaires. En outre, l'emploi d'une telle terminologie introduit une confusion entre deux types de forces armées. L'une – appelons-la l'armée – est dirigée contre d'autres militaires dans

II – GUERRE, PAIX ET HÉGÉMONIE AU DÉBUT DU XXI^e SIÈCLE

J'examinerai les problèmes actuels de la paix, de la guerre et de l'hégémonie à la lumière du passé, selon la méthode des historiens. Parler de l'avenir politique du monde suppose de garder à l'esprit que nous vivons à une époque où l'histoire (c'est-à-dire l'évolution de l'humanité et de la société, ainsi que l'impact de l'homme sur l'environnement) s'est accélérée de manière vertigineuse. Elle s'est emballée au point de mettre l'espèce humaine comme la nature en danger. Lorsque le mur de Berlin est tombé, un Américain malavisé a annoncé la fin de l'Histoire, c'est pourquoi j'hésite à utiliser une formule aussi discréditée. Néanmoins, au milieu du siècle passé, le monde est entré dans une phase nouvelle qui a mis un terme à l'histoire telle que nous la connaissions depuis dix mille ans, depuis l'invention de l'agriculture. Nous ne savons pas où nous allons.

J'ai tenté d'esquisser les grandes lignes de cette rupture aussi soudaine que spectaculaire dans mon histoire du « court xx^e siècle ». Les transformations technologiques et productives sont flagrantes. Il suffit de penser à la vitesse impressionnante de la révolution de la communication qui a virtuellement aboli le temps et la distance (en 2004, Internet avait dix ans à peine). J'avais également distingué dans cet ouvrage quatre phénomènes sociaux importants pour l'avenir du monde : le déclin extraordinaire de l'agriculture

qui, jusqu'au XIX^e siècle, occupait la majeure partie de l'espèce humaine et constituait la base de son économie ; l'essor parallèle de sociétés principalement urbaines et, en particulier, de mégapoles de plus de dix millions d'habitants ; le remplacement d'un monde où dominait la communication orale par un monde où la lecture et l'écriture (manuelle ou mécanique) se sont généralisées, et, enfin, la transformation des conditions de vie des femmes.

La chute du nombre d'agriculteurs dans le monde développé est patente. Ils représentent aujourd'hui 4 % de la population active dans les pays de l'OCDE et 2 % aux États-Unis. Au milieu des années 1960, il y avait encore cinq pays en Europe où plus de 50 % de la population active étaient employés dans le secteur agricole, 11 pays sur le continent américain, 18 en Asie et, à trois exceptions près (Libye, Tunisie et Afrique du Sud), toute l'Afrique. La situation actuelle est incroyablement différente. Ainsi, nulle part en Europe ou en Amérique, la proportion de l'emploi agricole ne dépasse plus 50 %, et cela vaut également pour le monde musulman. Même le Pakistan est tombé sous la barre des 50 %, tandis qu'en Turquie la paysannerie est passée de trois quarts à un tiers de la population totale. Le bastion de l'agriculture dans le Sud-Est asiatique s'est lui aussi érodé à différents endroits : l'Indonésie est passée de 67 à 44 %, les Philippines de 53 à 37, la Thaïlande de 82 à 46, et la Malaisie de 51 à 18. Alors qu'elle comptait 85 % de paysans en 1950, la Chine n'en avait plus que 50 % environ en 2006. À l'exception de la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, les dernières sociétés rurales – soit 60 % de la population active en 2000 – se situent dans les anciennes colonies asiatiques des empires britannique et français – Inde, Bangladesh, Myanmar et en Indochine. Mais, au rythme où l'industrialisation s'accélère, pour combien de temps encore ? À Taiwan et en Corée du Sud, les paysans formaient, à la fin des années 1960, la moitié de la

population active, aujourd’hui ils sont respectivement 8 et 10 %. D’ici quelques décennies, l’humanité aura cessé d’être ce qu’elle était depuis son apparition : une espèce dont les membres s’adonnaient principalement à la cueillette, à la chasse et à la production de nourriture.

De même, nous cesserons d’être une espèce essentiellement rurale. En 1900, seuls 16 % de la population mondiale habitaient en ville ; en 1950, les chiffres ont grimpé pour frôler les 26 %. Aujourd’hui, près de la moitié des êtres humains vivent dans des villes (48 %)¹. Dans les pays industrialisés mais aussi dans pas mal d’autres parties du monde, la campagne, y compris les régions agricoles, est devenue un désert vert où l’on ne voit quasi personne, sinon dans les voitures et dans les maisons. L’évolution de la situation demeure toutefois difficile à prévoir. Les vieux pays développés sont certes fortement urbanisés, mais la croissance des villes n’est plus la conséquence d’un exode rural désespéré vers ce que j’ai déjà appelé les mégapoles. Dans les villes du monde développé, y compris celles qui sont en pleine expansion, on assiste à un phénomène de sub-urbanisation des zones périphériques. Seules dix des cinquante plus grandes villes du monde et deux sur les dix-huit qui comptent plus de dix millions d’habitants se trouvent en Europe ou en Amérique. Les villes de plus d’un million d’habitants qui enregistrent la plus forte croissance sont situées, à une exception près (Porto au Portugal), en Asie (20), en Afrique (six) et en Amérique latine (cinq). Cette formidable dynamique a, entre autres, modifié l’équilibre politique entre zones urbaines à forte densité et zones rurales où la population est géographiquement dispersée. C’est tout particulièrement le cas pour les pays dirigés par des présidents ou dotés d’assemblées représentatives élues.

¹ Paul Bairoch, *De Jéricho à Mexico : villes et économies dans l’histoire*, Paris, Gallimard, 1985, p. 634.

Je ne m'étendrai pas sur les transformations survenues dans l'éducation dans la mesure où les effets sociaux et culturels de la généralisation de l'écrit peuvent difficilement être dissociés des effets sociaux et culturels de la révolution soudaine et sans précédent des technologies de l'information et des communications dont nous sommes tous partie prenante. Je ne relèverai qu'un fait significatif. Il y a aujourd'hui vingt pays où plus de 55 % des jeunes poursuivent leurs études au-delà du secondaire et tous, hormis la Corée du Sud, se situent en Europe (capitaliste et ex-socialiste), en Amérique du Nord et en Australasie. En termes de capital humain, les vieux pays industrialisés conservent un avantage substantiel sur la plupart des pays émergents du XXI^e siècle. Combien de temps faudra-t-il à l'Asie – et notamment à l'Inde ou à la Chine – pour combler ce retard ?

Je ne souhaite pas m'étendre sur le changement social majeur survenu au siècle passé, sinon pour compléter ce que je viens de dire : pour apprécier le degré d'émancipation des femmes, il n'est pas de meilleur indice que d'observer dans quelle mesure elles ont rattrapé voire dépassé le niveau d'éducation des hommes. Dois-je ajouter, ici en Inde, que certaines parties du monde sont sérieusement à la traîne ?

Après ce survol des transformations inouïes qui ont marqué en gros la seconde moitié du siècle dernier, je voudrais examiner les facteurs qui agissent sur la guerre, la paix et le pouvoir à l'aube du XXI^e siècle. Les tendances générales n'aident pas forcément à comprendre la réalité. Il est évident, par exemple, qu'au cours du XX^e siècle, la population mondiale (en dehors des Amériques) a cessé d'être dirigée de haut en bas, par des dynasties héréditaires ou des agents de puissances étrangères. Elle vit désormais dans une multitude d'États, théoriquement indépendants, dont les gouvernements tirent leur légitimité d'une référence au « peuple »

ou à la « nation », entérinée dans la plupart des cas (même dans les régimes dits totalitaires) par des élections ou des plébiscites transparents ou truqués et/ou par l'organisation régulière de grandes cérémonies publiques qui symbolisent le lien entre l'autorité et « le peuple ». D'une manière ou d'une autre, les individus sont passés du statut de sujets à celui de citoyens – incluant, au xx^e siècle, non seulement les hommes mais aussi les femmes. Cependant, le fait de savoir que la plupart des gouvernements s'appuient, en principe, sur des constitutions libérales et démocratiques et sur des élections, parfois interrompues par des périodes de régime militaire, *a priori* temporaires, nous en apprend-il beaucoup sur la réalité des choses ? À vrai dire, pas tellement.

Malgré tout, une tendance s'observe un peu partout sur la planète : la mutation de l'État territorial indépendant, qui est devenu dans le courant du xx^e siècle l'unité politique et institutionnelle commune à la plupart des êtres humains. Dans son foyer originel – la région de l'Atlantique nord –, il reposait sur diverses innovations issues de la Révolution française. Il possédait le monopole des instruments de la puissance publique et des moyens de coercition – armes, armées, prisons – et, par l'intermédiaire d'une autorité centrale et de ses agents chargés du renseignement, il exerçait un contrôle accru sur son territoire. L'extension de son champ d'action et l'accroissement de son impact sur la vie quotidienne des citoyens lui ont permis de mobiliser ses habitants sur la base de leur loyauté à l'État et à la Nation. Cette phase du développement de l'État atteint son apogée il y a quarante ans environ.

Songez à l'État-providence en Europe occidentale durant les années 1970, lorsque la « consommation publique » – c'est-à-dire les dépenses de l'État pour la collectivité et non pour la consommation privée ou les investissements – se montait à 20 ou 30 % du PIB. Pensons encore aux citoyens, disposés à laisser les autorités

publiques les taxer pour recueillir des sommes aussi énormes, mais surtout prêts à être enrôlés pour se battre et mourir « pour leur pays ». Ils furent des millions durant les grandes guerres du siècle passé. Pendant plus de deux siècles et jusqu'aux années 1970, l'essor de l'État moderne a été continu indépendamment de son idéologie et de son organisation politique – fût-elle libérale, social-démocrate, communiste ou fasciste.

Ce n'est plus le cas. La tendance s'est inversée. L'économie se mondialise rapidement, sous l'impulsion de sociétés multinationales qui font de leur mieux pour échapper aux lois et aux impôts, réduisant sévèrement la capacité des gouvernements, même forts, à contrôler leur économie nationale. En effet, à la faveur de la théologie dominante du libre marché, les États délaissent la majeure partie de leurs prérogatives traditionnelles – services postaux, police, prisons, voire des fonctions vitales de leur armée – au bénéfice d'opérateurs privés. Il y eut en Irak trente mille hommes en armes, dépendants de sociétés commerciales en contrat avec les États-Unis². Cette évolution, combinée à la prolifération sur toute la planète, au cours de la Guerre froide, d'armes légères mais très efficaces, a entraîné la perte du monopole des États et de leurs agents sur les forces armées. Même des États forts et stables, comme la Grande-Bretagne, l'Espagne et l'Inde, ont appris à vivre durant de longues périodes avec des groupes armés dissidents indestructibles, constituant parfois de véritables menaces pour l'État. Nous avons assisté, pour différentes raisons, à la désintégration rapide d'un certain nombre d'États membres de l'ONU, issus le plus souvent de la dislocation des empires du xx^e siècle, dont les gouvernements étaient incapables d'administrer ou de contrôler l'ensemble du territoire et de la population, voire leurs propres institutions.

² *Los Angeles Times*, 7 juillet 2007.

III – POURQUOI L’HÉGÉMONIE AMÉRICAINE DIFFÈRE-T-ELLE DE L’EMPIRE BRITANNIQUE ?

L’histoire, nous dit-on, est discours. Elle serait incompréhensible à quiconque ne comprendrait pas la langue dans laquelle les gens pensent, parlent et décident. Parmi les historiens, attirés par ce qu’on appelle « le tournant linguistique », certains vont même jusqu’à affirmer que ce sont les idées et concepts exprimés dans les mots propres à la période étudiée qui expliquent ce qui s’est passé et pourquoi. L’époque à laquelle nous vivons et le sujet de ma conférence aux Massey Lectures devraient suffire à nous rendre sceptiques face à ce genre de thèses. Tous deux sont remplis de ce que le philosophe Thomas Hobbes appelle « des discours insignifiants » (qui ne veulent rien dire) ou de leurs variétés, l’« euphémisme » ou la novlangue de George Orwell – c’est-à-dire des mots délibérément destinés à induire en erreur par des descriptions falsifiées de la réalité. À moins que les faits ne changent, ce ne sont pas les différentes manières de les nommer qui les transforment.

Les débats contemporains sur les empires en sont une bonne illustration, même si nous faisons abstraction de la dimension mensongère ou moralisatrice, purement littéraire. Ces discussions portent sur ce qu’implique la prétention du gouvernement américain actuel à la suprématie mondiale. Les partisans de cette perspective soutiennent que les empires sont une bonne chose, les autres

mobilisent les arguments de la longue tradition anti-impérialiste. Mais ces arguments et contre-arguments n'ont pas grand-chose à voir avec la véritable histoire des empires. Les uns et les autres cherchent à plaquer de vieux mots sur des développements historiques qui ne correspondent pas nécessairement aux événements passés, et du coup l'histoire n'a plus beaucoup de sens. Les débats sont particulièrement nébuleux. D'abord parce que les mots qui traduisent le mieux le projet américain d'hégémonie mondiale – « empire », « impérialisme » – sont en totale contradiction avec la manière dont les États-Unis se définissent traditionnellement du point de vue politique ; ensuite, parce que ces mots sont devenus presque partout impopulaires au xx^e siècle. En outre, ils vont aussi à l'encontre de certaines croyances qui contribuent à l'adhésion au système de valeurs politiques américain, tels l'autodétermination et le respect de la loi, valable sur le plan intérieur aussi bien qu'extérieur. N'oublions pas que tant la Société des Nations que les Nations unies ont été des projets lancés et appuyés par des présidents américains. Enfin, qu'il n'y ait aucun précédent historique à la suprématie mondiale que les États-Unis cherchent à établir est également troublant, et pour tout historien ou observateur sensé du monde, ce projet a toutes les chances d'échouer. Pour le représentant le plus averti de l'école néo-impérialiste, l'excellent historien Niall Ferguson, cet échec ne fait pas de doute, mais, contrairement à moi, il le déplore¹.

Quatre phénomènes se cachent derrière les tentatives actuelles de faire revivre le modèle impérial au xxi^e siècle. Le premier est l'extraordinaire accélération de la mondialisation depuis les années soixante, avec les tensions qu'elle a provoquées entre les dimensions économiques, technologiques, culturelles et autres de ce processus

¹ Niall Ferguson, *Colossus: The Rise and Fall of the American Empire*, Londres, Penguin, 2005.

et la seule branche de l'activité humaine qui jusqu'ici y est restée imperméable, à savoir la politique. Sous sa forme dominante de capitalisme de libre-marché, la mondialisation a aussi entraîné une montée spectaculaire et potentiellement explosive des inégalités sociales et économiques au sein des pays et entre eux.

Le second est la rupture du système d'équilibre des puissances en vigueur depuis la Seconde Guerre mondiale, qui avait permis d'éloigner le danger de guerre globale et le risque qu'une grande partie du monde ne sombre dans le désordre et l'anarchie. La fin de l'URSS a rompu cet équilibre, mais je pense qu'il avait commencé à se fissurer dès les années 1970. Les lois fondamentales de ce système, établies au XVII^e siècle, à savoir qu'en principe les États souverains respectent leurs frontières respectives et se gardent de se mêler des affaires intérieures des uns et des autres, ont été formellement dénoncées par le président Bush en 2002. Dès lors que cet équilibre des superpuissances n'existe plus, comment stabiliser le monde d'un point de vue politique ? En termes plus généraux, quelle devrait être la structure d'un système international multipolaire, alors qu'à la fin du siècle il ne restait qu'une seule puissance ?

Le troisième est la crise de la capacité des États-nations souverains – devenus, dans la seconde moitié du XX^e siècle, le mode quasi universel de gouvernement – de remplir leur mission de base, à savoir contrôler ce qui se passe sur leur territoire. Le monde est entré dans l'ère des États inadéquats et, dans beaucoup de cas, affaiblis ou défaillants. La crise est aussi devenue sévère au tournant des années soixante-dix, lorsque des États forts et stables, comme la France, la Grande-Bretagne et l'Espagne, ont dû apprendre à vivre avec des groupes armés, comme les séparatistes corses, l'IRA ou l'ETA, qu'ils n'ont pas réussi à éliminer. Selon la banque de données d'Uppsala, entre 2001 et 2004, des conflits civils armés

sont survenus dans trente-et-un États souverains dans le monde².

Le quatrième phénomène est le retour des grandes catastrophes humaines, dont les expulsions massives de populations et les génocides, et, avec elles, le réveil de la peur. Avec la pandémie du sida, nous assistons en quelque sorte au retour de la peste noire médiévale. La planète vit également dans l'inquiétude d'une possible extension de la grippe aviaire qui, jusqu'ici, n'a pas tué plus d'une douzaine de personnes, sans parler du ton hystérique et apocalyptique qui caractérise la plupart des discussions sur les effets du réchauffement climatique. La guerre et la guerre civile ont fait leur réapparition, y compris en Europe – il y a eu plus de conflits depuis la chute du mur de Berlin que durant toute la Guerre froide – et bien que le nombre de combattants et de blessés sur les champs de bataille soit faible au regard des grandes guerres du xx^e siècle, leur impact sur la population civile est très lourd. À la fin de l'année 2004, on estimait à près de quarante millions le nombre de réfugiés, chiffre comparable au nombre de déplacés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Il y a d'ailleurs de plus en plus de réfugiés « internes », c'est-à-dire à l'intérieur de leur propre pays³. Concentrées sur certaines zones de la planète, visibles quasi en temps réel sur les écrans de télévision de notre salle à manger, ces images de désolation ont beaucoup plus d'impact dans les pays riches. Il suffit de penser aux réactions suscitées par la guerre des Balkans dans le courant des années 1990. Les gens de pays riches ont le sentiment qu'il faut agir face à ces situations épouvantables dans lesquelles beaucoup de régions pauvres semblent sombrer.

² *Uppsala Conflict Data Project, Armed Conflicts 1945-2004*, sur www.prio.no/cwp/ArmedConflict. Consulté le 17 juin 2006.

³ UNHCR, *The State of the World's Refugees: Human Displacement in the New Millennium*, Oxford, 2006, chap. 7, tabl. 7.1.

Bref, le monde paraît de plus en plus réclamer des solutions supranationales aux problèmes supranationaux ou transnationaux, mais il n'y a aucune autorité mondiale susceptible de prendre des décisions politiques, et encore moins capable de les exécuter.

La mondialisation s'arrête là où commence la politique, nationale ou internationale. L'ONU n'a ni autorité ni pouvoir indépendants. Elle dépend de la décision collective des États, qui peut être bloquée par le *veto* d'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Même les organisations financières internationales, créées au lendemain de la Seconde Guerre, comme le FMI, la Banque mondiale, ne peuvent agir qu'avec l'aval des grandes puissances (le fameux « consensus de Washington »). La seule institution qui y échappe – le GATT (OMC depuis 1995) – s'est heurtée jusqu'ici à l'opposition des États et n'a pu aboutir à un accord tangible. Les seuls véritables acteurs sont les États. Quant aux actions militaires de grande ampleur, il n'y a pour l'instant qu'une seule puissance capable de les mener : les États-Unis.

Pour soutenir les empires, on a toujours avancé l'argument qu'ils apportaient l'ordre⁴. Dans un monde de plus en plus chaotique et instable, il est naturel de rêver d'un pouvoir capable de garantir l'ordre et la stabilité. Ce rêve s'appelle l'empire. C'est un mythe historique. L'empire américain, avec son espoir de *Pax americana*, se réfère à la prétendue *Pax britannica*, cette période de mondialisation et de paix au XIX^e siècle, associée à la présumée hégémonie britannique. Elle-même renvoyait à la *Pax romana* de l'ancien Empire romain. Pur baratin ! Dans ce contexte, le mot « paix » ne signifie rien d'autre que l'ambition d'instaurer la paix à l'intérieur d'un empire et non au plan international. Et même ça, c'est faux.

⁴ Niall Ferguson, *Colossus...*, *op. cit.*, p. XXVIII.

Dans l'histoire, les empires n'ont quasiment jamais cessé de mener des opérations militaires sur leur territoire, en particulier à leurs frontières. Toutefois, elles ont rarement perturbé la vie quotidienne dans la métropole. Au temps de l'impérialisme du XIX^e et du XX^e siècle, les guerres contre les non-Blancs ou autres inférieurs – « les races inférieures sans droit » de Kipling – n'étaient pas considérées comme des guerres soumises aux règles usuelles. Hew Strachan se demande à bon droit « où sont passés les prisonniers des conflits coloniaux britanniques, autres que ceux de la guerre des Boers, [perçue comme une guerre entre Blancs] ? Quelle juridiction les a jugés ? »⁵ Ceux que Bush qualifie de « combattants illégaux » en Afghanistan et en Irak, auxquels aucune loi ne s'applique, pas même la convention de Genève, ont leurs prédécesseurs.

Jusqu'ici la paix mondiale, voire régionale, a été hors de la portée des empires, en particulier des puissances de l'époque contemporaine. Si l'Amérique latine a été la seule partie du monde à ne pas avoir connu de conflits internationaux pendant près de deux siècles, ce n'est pas dû à la doctrine Monroe qui ne fut « pendant des décennies... rien de plus qu'un bluff yankee »⁶, ni à la force militaire américaine qui n'a jamais été en position de soumettre directement un quelconque État sud-américain. Jusqu'à ce jour, elle n'a été appliquée que dans les États nains de l'Amérique centrale et des Caraïbes, et pas toujours de manière directe. Entre 1913 et 1915, sous la présidence de Wilson, il y a eu des interventions militaires, y compris des tentatives d'imposer un changement de régime, au Mexique – ou ce qu'il en restait après la guerre de 1848⁷. Son « programme d'impérialisme moral » qui « mettait tout le poids des

⁵ *Times Literary Supplement*, Londres, 29 juillet 2005.

⁶ Niall Ferguson, *Colossus...*, *op. cit.*, p. XXVIII.

⁷ Friedrich Katz, *The Secret War in Mexico: Europe, the United States and the Mexican Revolution*, Chicago et Londres, 1981.

V – NATIONS ET NATIONALISME DANS LE NOUVEAU SIÈCLE

Il existe aujourd'hui une abondante littérature universitaire sur la nature et l'histoire des nations et du nationalisme, en particulier depuis la publication, au cours des années 1980, d'un certain nombre de textes importants¹. Depuis lors cette question n'a cessé d'alimenter la discussion, et notre entrée dans le XXI^e siècle pourrait être l'occasion d'observer un temps d'arrêt pour réfléchir aux changements historiques de ces dernières décennies qui ont marqué les débats en cours. Le premier de ces changements est l'avènement à partir de 1989 d'une ère d'instabilité internationale, dont on ne peut encore prévoir la fin.

Il est désormais plus facile d'évaluer les conséquences à long terme de la fin de la Guerre froide et de la chute de l'URSS (et de sa sphère d'influence), l'une et l'autre pouvant rétrospectivement apparaître comme un facteur de stabilité. À partir de 1989, et pour la première fois dans l'histoire européenne depuis le XVIII^e siècle, un système international d'équilibre des puissances a cessé d'exister. Jusqu'à présent toute tentative d'instaurer unilatéralement un nouvel ordre mondial a échoué. Dans l'intervalle, pendant les années 1990, de

¹ Notamment Ernest Gellner, *Nations and Nationalism*, Oxford, 1983 ; Benedict Anderson, *Imagined Communities : Reflexions on the Origins and Spread of Nationalism*, Londres, 1983 ; et A.D. Smith, *Theories of Nationalism*, Londres, 1983. Voir aussi Eric Hobsbawm, *Nations and Nationalism Since 1780*, Cambridge, 1990.

larges régions du Vieux Monde se sont morcelées, surtout au lendemain de la désintégration de l'URSS et des pouvoirs communistes dans les Balkans. En effet, on a assisté à une augmentation sans précédent du nombre d'États souverains internationalement reconnus depuis la décolonisation des empires européens constitués à l'ère des impérialismes, soit entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et les années 1970. Entre 1988 et aujourd'hui, les Nations unies ont englobé trente-trois États membres supplémentaires (soit plus de 20 %). Cette période a également vu croître ce qu'on appelle les « États défaillants », c'est-à-dire ceux dont le gouvernement central se délite ou ceux qui sont en proie à des rébellions armées endémiques sur des portions de leur territoire, en particulier en Afrique et dans les pays ex-communistes, mais aussi dans au moins une sous-région d'Amérique latine. Après la fin de l'URSS, même son héritière principale, la Fédération de Russie, a paru un moment devoir rejoindre le groupe des États défaillants, mais les efforts du président Poutine pour restaurer un pouvoir effectif sur la totalité du territoire ont été couronnés de succès, sauf en Tchétchénie. Quoiqu'il en soit, de vastes régions du monde demeurent instables tant sur le plan national qu'international.

Cette instabilité s'est notablement accrue avec le déclin du monopole étatique de la force armée. La Guerre froide a laissé derrière elle, sur toute la planète, une énorme quantité d'armes légères mais extrêmement destructrices, que des milices peuvent facilement acquérir grâce à l'argent généré par l'immense secteur informel de l'économie capitaliste en pleine expansion. Le concept de « guerres asymétriques » des stratèges américains renvoie précisément à la capacité de ces groupes armés non étatiques de résister quasi indéfiniment à une armée régulière nationale ou étrangère.

Le retour de grandes vagues de massacres, génocides, « nettoyages ethniques », qu'on n'avait plus connues depuis la fin de la Seconde

Guerre mondiale, est l'une des conséquences inquiétantes de cette évolution. Les 800 000 personnes assassinées au Rwanda en 1994 ne constituent que le point culminant d'une série de massacres et d'expulsions (plus fréquentes encore) qui ont marqué les années 1990 en Afrique occidentale et centrale, au Soudan, dans les ruines de l'ex-Yougoslavie communiste, en Transcaucasie et au Proche-Orient. Le nombre de morts et de mutilés, amplifié encore par la succession quasi ininterrompue de conflits et de guerres civiles, est peut-être impossible à estimer, mais le flot de réfugiés et de personnes déplacées dans la foulée au cours de cette triste décennie est sans doute d'un ordre de grandeur proportionnellement comparable à celui observé pendant et après la Seconde Guerre mondiale. En 2005, le Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations unies estimait à 20,8 millions le nombre total de personnes dont il avait la charge, essentiellement dans certaines sous-régions d'Asie occidentale et sud-orientale, d'Afrique et du Sud-Est de l'Europe. Cependant le Church World Service, dans ses *Statistiques sur les personnes déracinées* (décembre 2005), en recensait trente-trois millions et une autre source en ajoutait deux millions de plus.

Durant la Guerre froide, la rivalité entre superpuissances avait, dans l'ensemble, préservé l'intégrité territoriale des États de toute menace intérieure ou extérieure. Depuis 1989, plus rien de tel ne peut *a priori* faire obstacle à la désintégration de l'autorité centrale dans un certain nombre d'États théoriquement souverains apparus entre 1945 et 2000, pas plus que dans d'autres établis de longue date, comme la Colombie. De vastes parties du monde se sont de fait retrouvées dans une situation où, pour différents prétextes et raisons, des États forts et stables sont intervenus par la force dans des territoires qui n'étaient plus protégés par la stabilité internationale ni administrés par leurs gouvernements respectifs. Dans de larges sous-régions, comme le monde musulman, après une brève

période d'émancipation de l'autorité coloniale, le ressentiment à l'égard de l'envahisseur et occupant occidental est à nouveau un facteur politique déterminant.

Un autre élément ayant d'importantes répercussions sur la question des nations et du nationalisme est, au cours des dernières décennies, l'extraordinaire accélération du processus de mondialisation et ses conséquences sur la mobilité des êtres humains, c'est-à-dire à la fois les passages de frontières, temporaires ou durables, et leur volume sans précédent. À la fin du xx^e siècle, les compagnies aériennes transportaient environ 2 600 000 000 d'individus par an, soit près d'un vol pour deux habitants du globe. Quant à l'émigration internationale – le plus souvent, comme toujours, des économies pauvres vers les riches –, son ampleur est manifeste dans des pays comme les États-Unis, le Canada ou l'Australie, qui n'ont posé aucune limite majeure à l'immigration. Entre 1974 et 1998, ils ont drainé à eux trois environ vingt-deux millions d'immigrants venus des quatre coins de la terre, un total supérieur à la grande vague migratoire d'avant 1914 et avoisinant le double du trafic annuel observé au cours de cette période². Rien qu'entre 1998 et 2001, ces trois pays ont enregistré 3,6 millions d'entrées. Parallèlement, l'Europe occidentale elle-même, longtemps terre d'émigration, accueillait près de onze millions d'étrangers. Le mouvement s'est encore accéléré à l'orée du siècle. De 1999 à 2001, 4,5 millions de personnes environ ont pénétré sur le territoire de l'Europe des Quinze. Pour ne prendre qu'un exemple, entre 1996 et 2003, le nombre d'étrangers installés légalement en Espagne a plus que triplé : il est passé de 500 000 à 1 600 000, dont deux tiers de non-Européens – principalement Africains et

² Angus Maddison, *The World Economy : A Millennial Perspective*, Paris, Centre of Development OECD, 2001, p. 128 (*L'Économie mondiale : une perspective millénaire*, Paris, Centre de développement de l'OCDE, 2001).

VI – LES PERSPECTIVES DE LA DÉMOCRATIE

Il est des mots, comme « racisme » et « impérialisme », avec lesquels personne n'aime être associé, et il en est d'autres, comme « mère » ou « environnement », qui suscitent l'enthousiasme. « Démocratie » est l'un d'entre eux. Rappelez-vous qu'à l'époque de ce qu'on a appelé le « socialisme réel », l'adjectif « démocratique » apparaissait même dans le nom officiel des régimes les plus douteux, comme la Corée du Nord, le Cambodge de Pol Pot ou le Yémen du Sud. Hormis quelques théocraties islamiques, royaumes ou émirats asiatiques héréditaires, on ne trouve plus aujourd'hui de régime dont la Constitution ou les discours ne réservent une place prépondérante au processus électoral. Tout État doté d'un président et d'un Parlement élus est jugé supérieur à celui qui en est dépourvu : la Géorgie post-soviétique à la Géorgie soviétique, par exemple, ou un Pakistan gouverné par des civils, même corrompus, à un Pakistan dirigé par des militaires. Sans égard pour l'histoire ou la culture, et sur la base de seules caractéristiques institutionnelles, la Suède, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la Sierra Leone (quand on peut y trouver un président élu) sont rangées dans une même catégorie ; le Pakistan et Cuba, dans une autre. C'est pour cette raison qu'une discussion rationnelle sur la démocratie est à la fois nécessaire et particulièrement difficile.

Toute rhétorique mise à part, comme le professeur John Dunn l'a relevé, « pour la première fois dans l'histoire humaine, il existe [aujourd'hui] une forme étatique dominante, la république moderne, constitutionnelle, démocratique et représentative »¹. Il faut néanmoins souligner que les systèmes politiques stables – ceux que des observateurs impartiaux jugeraient démocratiques – sont en majorité des monarchies qui semblent avoir mieux résisté à cette forme d'organisation politique. C'est le cas notamment dans l'Union européenne et au Japon.

Dans le débat politique contemporain, truffé de « discours insignifiants » pour reprendre les mots du Léviathan du grand Thomas Hobbes, le terme de « démocratie » renvoie à ce modèle : un État constitutionnel, fondé sur la souveraineté de la loi, garantissant une série de droits et de libertés civils et politiques, doté d'assemblées représentatives élues au suffrage universel lors de scrutins périodiques, au cours desquels s'affrontent des candidats et/ou des partis politiques. Les historiens et les politologues pourraient à bon droit nous signaler qu'il ne s'agit pas là du sens originel du mot démocratie, et en tout cas pas du seul. Mais cela dépasse l'objet de mon intervention. Mon exposé s'intéressera aux perspectives de la « démocratie libérale » qui est le système que nous connaissons.

Il est peut-être plus judicieux de rappeler qu'il n'y a pas de relation nécessaire ou logique entre les deux termes qui composent l'expression « démocratie libérale ». Des États non démocratiques peuvent être construits sur le *Rechtstaat*, l'État de droit, comme l'étaient sans conteste la Prusse et l'Allemagne. Les Constitutions, même les Constitutions appliquées et applicables, ne doivent pas forcément être démocratiques. Nous savons depuis Tocqueville

¹ John Dunn, *The Cunning of Unreason: Making Sense of Politics*, Londres, Harper Collins, 2000, p. 210.

et John Stuart Mill que la démocratie menace plus souvent la liberté et les minorités qu'elle ne les protège. Nous savons aussi depuis Napoléon III que les régimes arrivés au pouvoir par un *coup d'État*² peuvent ensuite recueillir une authentique majorité lors de suffrages universels (masculins) successifs. Et – pour prendre un exemple récent – rien dans la Corée du Sud ou le Chili des années 1970 et 1980 ne nous permet de penser qu'il existe un lien organique entre démocratie et capitalisme, même si ces deux termes sont indissociables dans la rhétorique américaine. Ceci étant, comme nous discutons de pratiques politiques et sociales et non de théories, on pourrait penser que ce ne sont là que chicaneries d'universitaires, à ceci près que cette perception des choses sous-entend que la démocratie libérale tire davantage sa valeur de sa dimension libérale et constitutionnelle que de sa dimension démocratique, ou plus précisément électorale. Dans cette optique, la finalité des élections ne serait pas de garantir des droits mais de permettre (en théorie) au peuple de se débarrasser de gouvernements impopulaires.

À ce stade, je me permettrai de faire trois observations qui me paraissent décisives et pertinentes.

La première, bien qu'évidente, n'est pas toujours perçue : pour s'exercer, la démocratie a besoin, comme tout autre système, d'une entité politique, qui, en général, correspond à ce qu'on appelle l'État-nation. Elle ne peut s'appliquer là où ce type d'entité n'existe pas ou n'est qu'embryonnaire ; c'est particulièrement vrai dans le domaine des relations internationales, aussi impérieux soit-il pour nous. Quelle que soit la manière dont on la décrit, les politiques des Nations unies ne peuvent se couler

² En français dans le texte.

dans le moule de la démocratie libérale, si ce n'est par facilité de langage. Il reste à voir si les choix politiques menés par l'Union européenne en tant qu'entité le peuvent. Nous pouvons émettre de sérieuses réserves.

La seconde bouscule la conviction largement partagée – et absolue dans le discours américain – qu'un gouvernement démocratique est toujours et *ipso facto* meilleur ou préférable à un gouvernement non démocratique. C'est sans doute vrai toutes choses étant égales, mais ce n'est pas toujours le cas. Je vous épargnerai l'exemple de la pauvre Ukraine qui a gagné un régime (plus ou moins) démocratique en perdant deux tiers de son modeste PIB de la période soviétique. Considérons plutôt la Colombie. Selon les normes latino-américaines – ou selon les critères communément admis –, cette république a connu une succession de gouvernements démocratiques, constitutionnels et représentatifs, pratiquement sans interruption. Un record quasi unique. Conformément à la théorie, deux partis rivaux – les libéraux et les conservateurs – se sont régulièrement affrontés dans l'arène politique. À part durant quelques brèves périodes, la Colombie n'a eu ni régime militaire ni caudillo. Pourtant, au cours de la seconde moitié du siècle dernier, et bien que le pays n'ait jamais été engagé dans des guerres internationales, le nombre de personnes assassinées, mutilées ou contraintes de fuir leur foyer se compte par millions. Ce bilan dépasse de loin ce qu'a connu tout autre pays de l'hémisphère occidental, y compris d'Amérique du Sud, continent qui fut pourtant notoirement empoisonné par les dictatures militaires. Je ne veux pas insinuer que les régimes non démocratiques soient meilleurs que les régimes démocratiques. Je tiens simplement à rappeler le fait, trop souvent ignoré, que le bien-être d'un État ne dépend pas d'un type quelconque d'organisation institutionnelle, fût-il moralement louable.

La troisième observation tient dans la formule classique de Churchill : « la démocratie est la pire forme de gouvernement, à l'exception de toutes les autres ». On voit en général dans ces propos un argument *en faveur de* la démocratie représentative, alors qu'ils traduisent en réalité un profond scepticisme. En dépit de la propagande, les analystes et la classe politique demeurent extrêmement réservés sur l'efficacité de la démocratie représentative en tant que mode de gouvernement. La démocratie se définit essentiellement par défaut. Même en tant qu'alternative aux autres systèmes, on ne peut la défendre que du bout des lèvres. Cela n'eut pas tellement d'importance durant la majeure partie du ^{xx}^e siècle, tant les systèmes politiques concurrents – les régimes autoritaires de droite et de gauche jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, puis essentiellement de gauche jusqu'à la fin de la Guerre froide – étaient atroces, du moins aux yeux de la grande majorité des démocrates. Par parenthèse, avant même qu'elle ne fût confrontée à ces systèmes totalitaires, les défauts de la démocratie représentative sautaient aux yeux de la plupart des penseurs avisés comme des humoristes. En effet, les politiciens n'hésitaient pas à en débattre jusqu'à ce qu'il devînt mal vu de dire publiquement ce qu'on pensait réellement de la masse des citoyens dont dépendaient les résultats électoraux.

Après l'ère des guerres mondiales et des grandes catastrophes économiques, elle était acceptée dans les pays de longue tradition démocratique, non seulement parce que les systèmes concurrents paraissaient bien pires, mais surtout parce qu'ils connaissaient une période de prospérité, d'amélioration des conditions de vie, y compris pour les pauvres, et de protection sociale étendue. Dès lors, peu de gens éprouvaient le besoin de changer de régime. Il n'est plus du tout certain que la majeure partie des citoyens du monde, qui vivent en théorie dans des démocraties représentatives, connaissent des temps aussi heureux.

Critiquer la propagande de la démocratie libérale est et a toujours été un jeu d'enfant, mais une chose est indéniable : « le peuple » (quelle que soit sa définition) est aujourd'hui le fondement et le référent communs de toutes les formes de gouvernement à l'exception des théocraties. Cela va sans dire puisque l'objectif d'un gouvernement est précisément de parler au nom et pour le bien-être de tous les citoyens. À l'âge de « l'homme ordinaire », tout gouvernement est censé être un gouvernement du peuple et pour le peuple, bien qu'il ne puisse de toute évidence en aucune manière être un gouvernement exercé directement *par* le peuple. Ce fut là le dénominateur commun aux démocrates libéraux, communistes, fascistes et nationalistes de toute obédience, même si leurs idées différaient sur la manière de définir, d'exprimer et d'influencer « la volonté du peuple ». C'est l'héritage que le xx^e siècle, ce siècle de guerres totales et d'économies coordonnées, nous a légué. Cet héritage repose sur l'égalitarisme, les gens n'étant plus disposés à accepter une hiérarchie sociale dominée par des supérieurs « naturels », mais surtout il ne permet pas aux États-nations modernes, aux économies et aux systèmes sociaux de fonctionner sans le support passif, voire la participation active et la mobilisation d'une fraction importante des citoyens. La propagande en est donc un rouage essentiel, y compris pour les régimes les plus autoritaires : les dictatures elles-mêmes ne peuvent se maintenir longtemps sans un consentement minimum de leurs citoyens. C'est la raison pour laquelle, ayant perdu ce consentement, les régimes totalitaires d'Europe de l'Est tombèrent rapidement et sans fracas, en dépit de la loyauté de l'appareil d'État et de l'efficacité de leur système répressif.

Ce legs demeurera-t-il le fondement des gouvernements démocratiques du xxi^e siècle, y compris des démocraties libérales ? Selon moi, dans sa phase actuelle, le capitalisme mondialisé est en train

de le saper, et cela aura – et a déjà eu – des conséquences sur notre conception de la démocratie. En effet, celle-ci se fonde sur deux principes, l'un moral – ou théorique, si vous préférez – l'autre, pratique. Moralement parlant, elle a besoin du soutien explicite d'une majorité de citoyens (en principe la majorité de la population). Bien que, durant l'apartheid, les lois sud-africaines fussent démocratiques pour les Blancs, on ne peut qualifier de démocratique ce régime qui privait la majeure partie de sa population du droit de vote. Les actes d'adhésion au système politique, comme le vote, ne se limitent pas à une fonction symbolique. Depuis longtemps les politologues ont constaté que seule une petite minorité de citoyens participent régulièrement et activement aux affaires de l'État ou militent dans des organisations de masse. C'est tout bénéfique pour les gouvernements. Un certain nombre de politiciens et penseurs modérés misent d'ailleurs depuis longtemps sur un accroissement de l'apathie politique³. Or le vote est important. Il existe aujourd'hui une fracture manifeste entre les citoyens et la politique. La participation électorale est en chute libre dans la plupart des pays démocratiques. Si les élections sont le premier critère de représentativité démocratique, dans quelle mesure peut-on encore parler de légitimité démocratique pour des dirigeants élus par un tiers de l'électorat potentiel (*cf.* la Chambre américaine des représentants) ou, dans le cas des récentes élections locales britanniques ou européennes, par dix à vingt pour-cent de l'électorat ? Ou pour un président élu par un peu plus de 50 % des Américains en droit de voter ?

Concrètement, les gouvernements modernes possèdent trois propriétés : d'abord, ils ont plus de pouvoir que n'importe quelle

³ Herbert Tingsten, *Political Behaviour: Studies in Elections Statistics*, Londres, 1937, p. 225-226 ; Seymour Martin Lipset, *Political Man: The Social Bases of Politics*, New York, Paperback Edition, 1963, p. 227-229.

VIII – TERRORISME

Le terrorisme a-t-il changé de nature à la fin du xx^e siècle ? Laissez-moi partir de la montée inattendue de la violence dans une île jusqu'alors pacifique, le Sri Lanka, divisée entre une majorité de Cinghalais bouddhistes (dont la religion et l'idéologie sont opposées à la violence autant qu'on peut l'être) et une minorité de Tamouls, venus du Sud de l'Inde il y a des siècles ou, à la fin du xix^e, pour travailler dans les plantations (leur religion, l'hindouisme, n'est pas très favorable à la violence non plus). Le mouvement anti-impérialiste n'y a jamais été très actif ni très efficace et le pays a obtenu son indépendance sans coup férir, dans le sillage de l'indépendance indienne. Un petit parti communiste et, assez curieusement, un parti trotskyste plus important existaient dans le Sri Lanka colonial, l'un et l'autre dirigés par des membres cultivés et de bonne compagnie de l'élite occidentalisée et, en bons marxistes, opposés au terrorisme. Il n'y eut jamais aucune tentative d'insurrection. Après l'indépendance, le pays s'est engagé sur la voie d'un socialisme tranquille et sobre, qui fut bénéfique au bien-être comme à l'espérance de vie de la population. Bref, avant les années 1970, le Sri Lanka était, selon les normes asiatiques, une rare île agréable comme le Costa Rica ou (avant les années 1970) l'Uruguay en Amérique latine. Aujourd'hui, elle est ensanglantée.

Constituant un quart de la population et surreprésentés dans les professions intellectuelles, les Tamouls ont développé un ressentiment assez compréhensible à l'encontre du gouvernement cinghalais qui, dans le courant des années cinquante, prit la décision de faire du cinghalais, et non plus de l'anglais, la langue administrative. Dans les années 1970, un mouvement séparatiste tamoul a mis sur pied – non sans l'aide d'un État de l'Inde du Sud – une organisation armée, ancêtre de l'actuel mouvement des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), qui mène une véritable guerre civile depuis le milieu des années 1980. Les Tigres tamouls sont surtout connus pour compter parmi les précurseurs des attentats suicide et pour en avoir probablement commis le plus – en l'absence de toute motivation religieuse dans la mesure où leur idéologie est laïque. Les Tamouls ne sont pas assez forts pour faire sécession et l'armée sri-lankaise est trop faible pour les défaire militairement. L'intransigeance des deux parties a conduit à la poursuite de la guerre, en dépit des efforts de tiers (Inde et Norvège) pour trouver un accord.

Entre-temps, deux événements sont survenus dans la société cinghalaise. Les tensions ethno-linguistiques ont suscité une violente réaction cinghalaise qui s'est muée en une idéologie nationaliste, fondée sur le bouddhisme et la supériorité raciale – le cinghalais étant une langue indo-européenne (« aryenne »). Assez curieusement, ce racisme appartient plutôt à la tradition hindouiste indienne et, d'ailleurs, au Sri Lanka comme au Pakistan, le vieux système de castes se devine toujours sous le vernis de l'égalité formelle. Dans le même temps, au début des années soixante-dix, le JVP (Janatha Vimukti Peramuna – Front de libération populaire), une formation de gauche, composée principalement de jeunes Cinghalais diplômés qui ne trouvaient pas de travail en rapport avec leurs qualifications et imprégnés d'idées castristes teintées

de maoïsme et d'une bonne dose de rancœur à l'égard de la vieille élite socio-politique, organisa une importante insurrection. Elle fut âprement réprimée et nombre de jeunes se retrouvèrent pour un temps en prison. Sur les cendres de cette révolte aux allures de Mai 68 émergea une organisation terroriste militante, basée principalement dans les campagnes cinghalaises, qui transforma son maoïsme initial en un ardent chauvinisme raciste cinghalo-bouddhiste. Dans les années 1980, elle lança une campagne d'assassinats systématiques d'opposants, faisant de la politique une activité à haut risque. La présidente du Sri Lanka, récemment partie à la retraite, a ainsi vu son père, un ancien Premier ministre, et son mari être assassinés sous ses yeux. Elle-même perdit un œil dans une tentative d'attentat similaire. Le recours au terrorisme fut aussi systématique pour s'assurer le contrôle des villes et des villages de province.

À l'instar du Sentier lumineux au Pérou dans les années 1980, il est impossible de savoir jusqu'à quel point le JVP reçut au départ le soutien des masses et dans quelle mesure le terrorisme a aliéné ce soutien. De même, on ignore dans quelle mesure le terrorisme a nourri le ressentiment contre la répression gouvernementale, tout en suscitant un scepticisme à l'égard des révolutionnaires. En tout cas, deux choses sont claires. D'une part, le JVP jouissait d'un soutien massif dans diverses couches de la population paysanne cinghalaise, dont les membres instruits fournissaient les cadres de l'organisation et, d'autre part, il a perpétré de nombreux meurtres, commis principalement par ce qu'on appellerait en Amérique latine des *sicarios*, des tueurs à gages. À l'image des « guerres sales » latino-américaines, la méthode utilisée pour empêcher le JVP de prendre le pouvoir consista à éliminer les chefs et cadres rebelles. Au milieu de la décennie quatre-vingt-dix, on estimait à 60 000 les victimes de ce conflit. Depuis ses origines, à la fin des années

soixante, le JVP a fait plusieurs entrées et sorties sur la scène politique officielle sri-lankaise.

Il va de soi que le Sri Lanka n'est qu'un exemple de l'évolution et de la montée impressionnante de la violence politique dans les dernières années du xx^e siècle. L'augmentation des assassinats aveugles perpétrés par de petits groupes terroristes – et leur justification théorique – en est un autre, plus frappant encore. À de rares exceptions près, cette pratique a été condamnée par les mouvements terroristes du passé, et des organisations récentes comme l'ETA en Espagne ou l'IRA provisoire se sont gardées d'y recourir. Dans le monde musulman, les justifications d'ordre théologique – que celui qui s'éloigne d'une stricte orthodoxie peut être tué comme apostat, par exemple – semblent avoir été relancées au début des années soixante-dix par un groupe extrémiste pré-al-qaidiste, dissident de la vieille organisation égyptienne des Frères musulmans. La fatwa, prononcée par le conseiller spirituel d'Oussama Ben Laden, qui autorisait l'assassinat d'innocents ne fut pas appliquée jusqu'à la fin 1992¹.

La question du « pourquoi » est trop vaste pour cet article, rien que parce qu'il n'est pas évident de dégager ce phénomène de l'augmentation du seuil de tolérance de la violence dans les sociétés occidentales, qu'elle soit réelle ou simplement imaginée. Il est apparu après une longue période où l'on s'attendait un peu partout à voir la violence décroître avec les progrès de la civilisation.

Il serait tentant d'affirmer que la violence sociale n'a rien à voir avec la violence politique puisque, sous sa forme la plus extrême, cette dernière peut surgir dans des pays ayant une tradition de paix politique et sociale, comme le Sri Lanka ou l'Uruguay. Néanmoins, dans des pays de tradition libérale, l'une et l'autre sont inséparables

¹ Cf. Lawrence Wright, *The Looming Tower*, Londres, 2006, p. 123-125, 174-175 (édition française, *La Guerre cachée*, Paris, Robert Laffont, 2007).

précisément parce que c'est là que la violence politique s'est le plus manifestée dans le dernier tiers du xx^e siècle et que les États y ont répondu par une contre-violence non moins grande. Les dictatures ou les régimes autoritaires – pour autant qu'ils demeurent en ordre de marche – lui laissent peu d'espace comme d'ailleurs aux initiatives politiques non violentes.

La montée de la violence en général relève du processus de « barbarisation » qui s'est renforcé à partir de la Première Guerre mondiale, processus dont j'ai parlé ailleurs. Sa progression est particulièrement visible dans les pays dirigés par un État fort et stable, doté (en théorie) d'institutions politiques démocratiques, et où le discours public et les institutions politiques ne font la distinction qu'entre deux absolus mutuellement exclusifs, la « violence » et la « non-violence ». C'était une autre manière d'établir la légitimité du monopole de la coercition de l'État-nation, principe qui allait de pair avec le désarmement total de la population civile dans les États développés du xix^e siècle, à l'exception des États-Unis, qui, en pratique mais non en théorie, ont toujours toléré un degré plus élevé de violence. Depuis la fin des années soixante, les États ont partiellement perdu ce monopole du pouvoir, des ressources et, plus encore, de la légitimité qui poussait les citoyens à respecter la loi. Cette mutation à elle seule suffit à expliquer en grande partie la montée de la violence.

Le discours libéral n'a jamais voulu reconnaître qu'aucune société ne peut fonctionner sans *un certain* degré de violence politique, ne fût-ce que sous la forme symbolique de piquets de grève ou de manifestations de masse. De la même manière, il a continuellement ignoré que la violence a des niveaux et des lois, comme le sait quiconque vit dans les sociétés où elle est inscrite dans le tissu des relations sociales et comme la Croix-Rouge internationale a cherché constamment à le rappeler aux belligérants « barbarisés » du xxi^e siècle.

Les subtilités théologiques ou juridiques d'al-Qaida ou des tenants de « l'interprétation » sont nécessaires, parce que les règles qu'elles brisent – les restrictions au meurtre imposées par le Coran et le rejet de la torture – sont extrêmement bien enracinées. Cependant les limites posées à la violence peuvent facilement s'évanouir en cas de rupture : lorsque des sociétés ou des groupes sociaux, peu habitués à un haut degré de violence sociale, en font usage, ou quand, dans des sociétés traditionnellement brutales, les règles normales s'effondrent. Par exemple, j'ai l'impression que, replacées dans le contexte de la rudesse de la vie rurale, les rébellions paysannes traditionnelles ne furent pas très sanglantes, en tout cas bien moins que leur répression. Lorsque les paysans en arrivaient à commettre des massacres et des atrocités, ils ciblaient en général des personnes particulières – ou des catégories de personnes – ou des propriétés (par exemple les maisons de la petite noblesse), en revanche ceux qui jouissaient d'une bonne réputation étaient délibérément épargnés. La violence n'était pas arbitraire, on pourrait même dire qu'elle était rituellement prescrite ou de circonstance. Ce n'est pas la révolution de 1917 mais la guerre civile qui amena son lot de massacres en Russie. Mais quand les comportements habituels ne connaissent plus d'interdits, les conséquences peuvent être terrifiantes. L'une des raisons de la réussite des narcotrafiquants colombiens aux États-Unis fut, à mon avis, que, dans leur lutte de pouvoir, ils renoncèrent à leurs principes *machistes* de ne pas tuer les femmes et les enfants de leurs adversaires.

Cette dégénérescence pathologique de la violence vaut aussi bien pour les insurgés que pour les forces étatiques. Elle est favorisée par l'anomie croissante de la vie urbaine, qui frappe surtout les jeunes, et elle est renforcée par la propagation des armes privées et de la culture de la drogue. En même temps, le déclin de la conscription, la généralisation des armées de métier et, en particulier, l'augmentation

IX – L'ORDRE PUBLIC À UNE ÉPOQUE DE VIOLENCE

À un moment donné, dans les années soixante-dix, l'Association des officiers de police (*Association of Chief Police Officers*) avertit le gouvernement anglais qu'il ne serait plus possible d'éviter les troubles à l'ordre public sans l'adoption de nouvelles lois de maintien de l'ordre (*Public Order Act*). Quelque temps plus tard, au début des années 1980, je fus invité à un colloque quelque part en Norvège. Dans la brochure de l'hôtel où la conférence avait lieu (ce genre de centre de congrès situé dans un lieu touristique), je pus lire que le bâtiment était équipé des vitres pare-balles. En Norvège ? Oui, en Norvège. Je commencerai donc cette conférence par ces deux anecdotes.

Notre époque est devenue plus violente, y compris dans ses images, cela ne fait aucun doute. Le thème de ma conférence portera sur la signification de ce changement et sur la manière dont les gouvernements doivent protéger la vie quotidienne de leurs citoyens. Elle concernera essentiellement la Grande-Bretagne, où l'augmentation de la violence est particulièrement frappante (comme le montrent les chiffres de la criminalité). Cependant, ce problème ne touche pas qu'un seul pays et ne regarde pas que le terrorisme. Le sujet est beaucoup plus vaste ; il inclut, par exemple, le *hooliganisme* dans

le football, un autre phénomène historique original qui est apparu dans le courant des années 1970.

Manifestement, comme mes souvenirs norvégiens le suggèrent, une grande part de cette violence est due à l'explosion de l'offre et à la facilité, pour des personnes ou des groupes, d'acquérir des armes suffisamment bon marché, puissantes et destructrices pour être maniées par n'importe qui. À l'origine, ce phénomène était une conséquence de la Guerre froide, mais, étant donné les sommes colossales générées par ce commerce, la production a explosé. Depuis 1960, le nombre d'usines d'armement a augmenté à chaque décennie, surtout en Europe occidentale et en Amérique du Nord. En 1994, trois cents entreprises dans cinquante-deux États produisaient des armes légères, soit 25 % de plus qu'au milieu des années 1980; en 2001, ce nombre était estimé à cinq cents. Pour le présenter sous un autre angle : la Kalachnikov, ou fusil d'assaut AK 47, développé à l'origine en URSS durant la Seconde Guerre mondiale, est l'une des armes légères les plus redoutables et, selon le *Bulletin of Atomic Scientists*, pas moins de 125 millions d'unités circulent dans le monde aujourd'hui. Vous pouvez les commander sur internet, du moins aux USA, chez Kalashnikov USA. Quant aux pistolets et armes blanches, qui pourrait les compter ?

Mais, évidemment, le désordre public, même sous sa forme la plus extrême qu'est le terrorisme, ne dépend pas d'équipements high-tech et coûteux, comme l'a démontré le 11 septembre 2001. Les pirates de l'air qui ont détruit les *Twin Towers* n'étaient armés que de cutters. Les groupes armés les plus tenaces, comme l'IRA ou l'ETA, comptaient surtout sur les explosifs, dont certains peuvent être fabriqués de manière artisanale. En Grande-Bretagne, les kamikazes du 7 juillet ont fabriqué les leurs. Si les renseignements récents sont exacts, le massacre du 7 juillet n'aura coûté aux kamikazes que quelques centaines de livres sterling. En plus de leur vie,

évidemment. Alors, sans oublier que le monde d'aujourd'hui est plus inondé que jamais d'engins qui tuent et mutilent, ce n'est qu'une partie du problème.

Est-ce que l'ordre public est plus difficile à maintenir ? Manifestement, les gouvernements et le monde des affaires le pensent. Les effectifs des forces de police britanniques ont augmenté de 35 % depuis 1971 ; à la fin du siècle, il y avait 34 policiers pour 10000 habitants contre 24,4 trente ans auparavant (c'est une progression de plus de 40 %). Et cela, sans tenir compte du demi-million de personnes qui, selon les estimations, travaillent dans le secteur de la sécurité, comme gardiens ou autres. C'est un champ de l'économie qui s'est développé de manière exponentielle ces trente dernières années, au point que la firme Securicor s'est sentie assez puissante en 1971 pour entrer en Bourse. L'année dernière, il y avait 2500 entreprises dans ce secteur. Comme vous le savez, la désindustrialisation de la Grande-Bretagne a jeté sur le marché un nombre important d'hommes robustes pour lesquels obtenir un poste comme garde de sécurité est un des rares emplois disponibles. Au lieu d'être fondée sur l'échange de services, l'économie pourrait un jour reposer sur la surveillance mutuelle.

Il y a non seulement plus de main-d'œuvre en action, mais plus de violence. Les spécialistes du contrôle des foules comptent aujourd'hui sur quatre dispositifs pour gérer les manifestations gênantes : chimiques (par exemple les gaz lacrymogènes), cinétiques (les fusils anti-émeutes et balles en caoutchouc), les canons à eau et les technologies paralysantes (chocs électriques, etc.). Voici une liste de pays qui illustre l'éventail des méthodes adoptées pour contrôler les foules rebelles, des plus traditionnelles aux plus modernes : la Norvège n'utilise aucune des quatre ; la Finlande, les Pays-Bas, l'Inde et l'Italie n'emploient que le dispositif chimique ; le Danemark, l'Irlande, la Russie, l'Espagne, le Canada et l'Australie en utilisent deux ;

la Belgique et les poids lourds – États-Unis, Allemagne, France, Grande-Bretagne, plus la petite Autriche – possèdent les quatre prêts à l'action. Il est clair que la Grande-Bretagne, qui se faisait un honneur d'avoir une police totalement désarmée, ne vit plus dans le monde tranquille de la Norvège ou de la Finlande.

Comment ces changements se sont-ils produits ? Je pense que deux choses ont eu lieu. La première est le renversement du mouvement historique analysé par Norbert Elias dans un livre intitulé *The Process of Civilization*¹, qui portait sur les transformations du comportement social en Occident depuis le Moyen Âge. Il devint moins violent, plus courtois, plus policé, d'abord au sein d'une élite restreinte, ensuite sur une plus large échelle. Mais ce n'est plus vrai aujourd'hui. Jurer en public et utiliser un langage cru et agressif est devenu si courant qu'on en oublie combien le phénomène est récent. Les injures et gros mots ont toujours fait partie du vocabulaire de groupes exclusivement masculins effectuant des travaux pénibles, comme les soldats, même si je crois qu'aucune armée occidentale ne peut rivaliser avec l'éventail d'obscénités dont disposent les Russes. Cependant, lorsque j'ai quitté l'armée après la dernière guerre, où j'ai été confronté à cette pratique, je suis retourné dans un monde plus raffiné. Les femmes utilisaient rarement ce type de langage, et ce n'est que dans les années 1960 que cette pratique sociale s'est généralisée. Ce fut la décennie où le mot *fuck* entra dans la culture écrite anglaise. Il apparut d'abord dans un dictionnaire anglais en 1965, puis américain en 1969².

Dans le même temps, les règles et conventions sociales traditionnelles se sont affaiblies. Par exemple, il semble clair que l'énorme

¹ *Le Processus de civilisation*. Cet ouvrage, paru en 1939 en Allemagne, a été publié en français en deux volumes : *La Civilisation des mœurs*, Paris, Pocket, 1974 et *La Dynamique de l'Occident*, Paris, Pocket, 1975.

² *Etymological Dictionary* en ligne [<http://www.etymonline.com/>].

X – OÙ VA L'EMPIRE AMÉRICAIN ?

La situation mondiale actuelle est sans précédent. Les grands empires mondiaux de jadis, tels l'Empire espagnol des XVI^e et XVII^e siècles et, tout particulièrement, l'Empire britannique des XIX^e et XX^e siècles, ont peu en commun avec l'actuel Empire américain.

Tout d'abord, nous vivons dans un monde à ce point interdépendant que les opérations courantes s'enchaînent, et toute interruption a des conséquences globales immédiates. Prenons l'exemple de l'épidémie de syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) dont l'origine, inconnue, se situe sans doute quelque part en Chine : elle a pris des proportions de phénomène global. Son effet perturbateur sur le réseau mondial des transports, sur le tourisme, sur toutes sortes de conférences et d'institutions internationales, sur les marchés mondiaux et même sur l'économie tout entière de certains pays s'est fait sentir avec une rapidité impensable à aucune époque antérieure.

Ensuite, l'énorme pouvoir d'une technologie constamment révolutionnée s'affirme dans le domaine économique et surtout militaire. La technologie demeure plus décisive que jamais dans les affaires militaires. Le pouvoir politique à une échelle globale requiert désormais la maîtrise de cette technologie, à l'échelle d'un État géographiquement très vaste. Cela n'entraîne pas en ligne de compte auparavant. La Grande-Bretagne, qui régna sur l'empire le

plus vaste de son temps, n'était qu'un État de grandeur moyenne, même selon les critères des XVIII^e et XIX^e siècles. Et, au XVII^e siècle, la Hollande – un État d'une taille comparable à celle de la Suisse – pouvait devenir un acteur global.

Actuellement, il est inconcevable qu'un État, aussi riche et technologiquement avancé fût-il, devienne une puissance mondiale s'il n'est pas relativement géant.

Enfin, la politique présente de nos jours un caractère complexe. Notre époque est encore celle des États-nations – unique élément où la mondialisation ne fonctionne pas. Mais il s'agit d'un État d'un type particulier dans lequel – et c'est virtuellement le cas de tous – la population ordinaire joue un rôle important. Dans le passé, les décideurs gouvernaient sans trop se préoccuper de ce que la majorité des habitants pouvaient penser. À la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, les gouvernements pouvaient miser sur une mobilisation de leurs peuples. Désormais, ils doivent tenir compte plus qu'autrefois de ce que pense la population ou de ce qu'elle est prête à faire.

À la différence du projet impérial américain – et c'est là la grande nouveauté – toutes les grandes puissances et tous les empires savaient qu'ils n'étaient pas isolés, et personne ne cherchait à dominer seul le monde. Personne ne s'estimait invulnérable, même si tous se prenaient pour le centre du monde, comme la Chine, par exemple, ou l'Empire romain à son apogée. Dans le système de relations internationales qui a régi le monde jusqu'à la Guerre froide, la domination régionale représentait le danger maximum. Il ne faut pas confondre la possibilité d'accéder à l'ensemble de la planète – qui a pris corps en 1492 – et la domination globale de celle-ci.

Au XIX^e siècle, l'Empire britannique fut le seul réellement « global » au sens où il opérait sur toute la planète et, de ce point de vue, c'est sans doute un précédent pour l'Empire américain. En

revanche, les Russes de l'ère communiste, qui rêvaient aussi d'un monde nouveau, savaient bien, même lorsque l'Union soviétique se situait au faîte de son pouvoir, que la domination du monde était hors de leur portée : contrairement à la propagande de la Guerre froide, ils n'ont jamais vraiment tenté d'y parvenir.

Mais les ambitions américaines actuelles diffèrent totalement de celles de la Grande-Bretagne d'il y a un siècle ou plus. Les États-Unis représentent un pays physiquement vaste, avec l'une des populations les plus importantes de la planète et une démographie à la hausse (contrairement à l'Union européenne) en raison d'une immigration quasi illimitée.

De plus, il existe des différences de style. À son apogée, l'Empire britannique occupait et administrait un quart de la surface du globe¹. Les États-Unis n'ont jamais véritablement pratiqué le colonialisme – à une brève exception près –, pendant la mode de l'impérialisme colonial à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle. Ils s'appuyaient plutôt sur des États dépendants ou satellites, notamment dans l'hémisphère occidental, où ils ne redoutaient pratiquement aucun rival. Contrairement à la Grande-Bretagne, ils ont développé au XX^e siècle une politique d'intervention militaire dans ces États.

Le bras armé de l'empire mondial en ces temps-là étant la marine, l'Empire britannique s'empara de bases maritimes et de relais d'importance stratégique dans le monde entier. C'est pourquoi l'Union Jack flottait – et flotte encore – de Gibraltar aux Malouines en passant par Sainte-Hélène. Les Américains n'eurent besoin de ce genre de bases hors du Pacifique qu'après 1941, et ils se les procurèrent en accord avec ce qu'on pouvait réellement appeler alors une « coalition de bonnes volontés » (*coalition of the willing*).

¹ Eric Hobsbawm, *L'Ère des empires*, Paris, Hachette Littérature, 1999.

Désormais, la situation est différente. Ils éprouvent le besoin de s'assurer directement un très grand nombre de bases militaires, tout en continuant à contrôler les pays indirectement.

Enfin, il existe des différences importantes dans la structure de l'État sur le plan intérieur et dans son idéologie. L'Empire britannique avait un dessein britannique et non universel, bien que, naturellement, ses propagandistes lui trouvassent également des motifs plus altruistes. L'abolition de la traite des esclaves servit ainsi à justifier la puissance navale britannique, tout comme les droits humains servent souvent à justifier la puissance militaire américaine. À l'instar de la France et de la Russie révolutionnaires, les États-Unis représentent une grande puissance fondée sur une révolution universaliste et, de ce fait, animée par l'idée que le reste du monde doit suivre son exemple – voire qu'elle doit le libérer. Rien n'est plus dangereux que des empires qui défendent leurs seuls intérêts en s'imaginant qu'ils rendent ainsi service à l'humanité tout entière.

La différence essentielle, toutefois, tient à ce que l'Empire britannique, bien qu'il fût global – et dans un certain sens plus encore que l'Empire américain, puisqu'il possédait à lui seul une maîtrise des mers comme nul autre pays n'a actuellement la maîtrise du ciel –, ne cherchait pas à acquérir un pouvoir global ni même un pouvoir militaire et politique terrestre dans des régions comme l'Europe et l'Amérique. L'Empire servait les intérêts fondamentaux de la Grande-Bretagne, à savoir ses intérêts économiques, en s'ingérant le moins possible dans les affaires des autres. Il était toujours conscient de ses limites en termes de taille géographique et de ressources. Après 1918, l'Empire eut profondément conscience de son déclin.

Par ailleurs, l'empire mondial de la première nation industrialisée a su moudre le grain d'une mondialisation que l'essor de l'économie

INDEX

- 11 septembre 2001 (attaques du), 17, 24, 27, 53, 54, 141, 146, 156, 158
7 juillet (massacre du), 146
Abbasside (Empire), 83
Acte de l'Amérique du Nord britannique, 70
Afghanistan (guerre en), 121 ; « combattants illégaux », 62 ; démocratie en, 121
Afghanistan, 17, 18, 29, 45, 82, 135 ; Al-Qaïda en, 138, 139
Afrique centrale, 37, 91
Afrique du Nord, 93
Afrique du Sud, 40, 67, 68 ; apartheid, 107, 140
Afrique occidentale, 91
Afrique subsaharienne, 25, 40, 85
Afrique : guerres, 24, 26, 48, 83, 135 ; agriculture en, 40 ; villes, 41 ; génocides et transferts de population, 47, 91 ; anciens territoires français en, 88 ; États défaillants, 90, 138 ; émigration, 92, 93 ; ... et football, 97, 98 ; conflits ethniques et religieux, 136, 138
Agriculture, 39, 40, 67
Alexandre le Grand, 83
Algérie, 51, 67
Allemagne, 24 ; mondialisation, 12 ; croissance industrielle, 46 ; économie, 75 ; Empire allemand, 82 ; Allemagne nazie, 84 ; clubs de football, 96n ; Allemagne impériale, 102 ; violence politique, 135, méthodes de contrôle des foules, 147, 148 ; championnats de football, 154 ; « Empire des mille ans », 169
Alphabétisation, 42
Al-Qaïda, 132, 137-139, 142
Amérindiens, 67, 71
Amérique centrale, 25, 62, 93
Amérique du Nord : villes, 41 ; éducation, 42 ; croissance industrielle, 46 ; et Empire américain, 66-68 ; économie, 76 ; usines d'armement, 146
Amérique du Sud, *voir* Amérique latine
Amérique latine (Amérique du Sud), 52, 62, 73, 74, 97, 127 ; dictature, 19, 104 ; guerres, 25 ; villes, 41 ; influence de l'économie britannique, 74 ; supermarchés, 77 ; États défaillants, 90 ; émigration, 93 ; et démocratie, 104, 118 ; violence politique, 129, 135-141
Amin (Idi), 16
Anarchistes, 138
Anderson (Benedict), 89, 94
Anglais (langue), 65, 78, 82, 128, 148, 166
Angleterre, 70, 71 ; clubs de football, 96n ; football et nationalisme, 97 ; quartiers résidentiels sécurisés, 153
Angola, 33
Anomie, 132
Arabes, 85
Arabie saoudite, 137
Arendt (Hannah), 69
Argentine, 97 ; violence politique en, 128, 134, 135.
Armes (contrôle des), 31
Armes biologiques, 48
Armes nucléaires, 49, 52 ; et terrorisme, 142
Armes : de haute technologie, 28, 165 ; propagation des, 44, 87, 90, 108, 132, 146, 157 ; biologiques, 48 ; nucléaires, 49, 52, 142 ; de destruction massive, 156
Asie du Sud-Est, 25, 46, 63, 91
Asie centrale, 24
Asie de l'Est, 46, 54, 55, 136
Asie du Sud, 25, 46
Asie occidentale, 24, 91
Asie, 19, 40-48, 77, 79, 82, 83, 87, 108, 141 ; dictatures, 19 ; agriculture, 40, 41 ; villes, 41 ; éducation, 42 ; économies, 46, 77 ; génocide et transferts de population, 60 ; guerres, 48, 83 ; systèmes militaires, 79 ; pouvoir colonial en, 82, 85, 108 ; et football, 98 ; royaumes héréditaires, 101
Association des officiers de police, 145
Atlantique Nord (région), 43, 46
Attentats suicides, 128, 136, 142, 143, 157
Australasie, 42, 76
Australie, 46, 67, 68, 92, 147
Autriche, 84, 148
« Axe du Mal », 167
Aztèques, 71

- Bagdad, 169
 Balkans, 15, 17, 18, 35, 60, 90, 122, 168
 Baltique (mer), 72
 Bangladesh, 26, 40, 93
 Banque mondiale, 31, 61, 113, 115
 Baseball, 65
 Belfast, 88
 Belgique, 34, 148; Empire colonial belge, 82
 Ben Laden (Oussama), 130, 138
 Benelux, 46
 Berbères, 87
 Berlusconi (Silvio), 169
 Birmanie, *voir* Myanmar
 Blair (Tony), 48
 Boers (guerre des), 62
 Bosnie, 15, 17
 Bouddhisme, 127-129
 Bradford (incidents de), 153
 Brésil, 12, 87; et football, 98
 Brigades rouges, 135, 138, 140, 142
 Brixton (émeutes), 156
 Bulgarie, 97
 Bush (George W.), 48, 59, 62, 138, 166, 167, 170
 Bush (George, père), 167
- Cachemire, 33, 88, 137, 141
 Cambodge (Kampuchea), 16, 101
 Canada, 68, 75, 92, 147
 Caraïbes, 62, 68, 73, 93
 Carte d'identité, 54
 Chaco (guerre du), 24
 Chambre des lords, 32, 117
 Chili, 103, 141
 Chine, 11, 32, 48, 77, 159, 166; mondialisation, 12; soutien à Pol Pot, 16; Empire chinois, 25, 82, 160; paysannerie, 40; éducation, 42; croissance industrielle, 46; supermarchés, 77
 Churchill (Winston), 105
 CIA, 152
 Cinghalais, 127-129
 Cisjordanie, 88
 Citoyens, 42-45; loyauté des, 94, 99, 108, 110, 150, 151; participation à la vie politique, 107, 111; méfiance vis-à-vis du gouvernement, 116
 Civils, 26, 27, 47, 60
 CNN, 169; effet CNN, 112
 Colomb (Christophe), 71
 Colombie, 25, 33, 88, 91, 136, 138, 141; et démocratie, 104; narcotrafiquants colombiens, 132
 « Combattants illégaux », 62
 Commerce des armes, 163 et ss.
 Commerce illégal, 152
 Commonwealth, 68
 Communication (agences de), 76
 Communication (révolution de la), 39, 40, 42, 93
- Compagnies aériennes, 92
 Complexe militaire-industriel, 164
 Confédération iroquoise, 71
 Congrès américain, 117
 Conquête normande, 66
 Conscription, 26, 33, 43, 45, 108, 132, 151
 Conseil de sécurité des Nations unies, 11, 35, 61, 168
 « Consensus de Washington », 61, 79
 Constitution américaine, 67
 Continent américain, 40, 42, 85
 Contrôle des foules, 147
 Convention de Genève, 62
 Conventions de La Haye, 27, 28
 Cooper (James Fenimore), 67
 Coran, 132
 Corée du Nord, 101
 Corée du Sud, 12, 40, 42, 87, 103
 Cosmopolitisation, 93
 Costa Rica, 127
 Coton, 74
 Cour pénale internationale, 32
 Créoles, 71
 Cricket, 65
 Crimes de guerre, 31
 Croatie, 17
 Croix-Rouge internationale, 48, 131
 Crs, 155
 Cuba, 68, 73, 101
- Danemark, 147
 De Gaulle (Charles), 165
 De Menezes (Jean-Charles), 155
 De Tocqueville (Alexis), 69, 102
 Décolonisation, 79, 80, 88, 90, 143
 Delhi, 19, 20, 55
 Délinquance juvénile, 149
 Démocratie, 13, 19, 42, 43, 52; démocratisation interne, 19; et impérialisme, 51; « démocratie du business », 77; perspectives de la, 101-119; et capitalisme, 102, 103; et États-nations, 103, 104, 107-110, 118, 119, 123, 124; et humoristes, 105; et participation aux élections, 107, 109, 111-113; et idéologie du marché, 108-110; médias et, 112, 113, 116, 117; et organisation de masses, 116; exporter la, 121-126; et Irak, 166
 Département d'État des États-Unis, 157
 Désarmement, 31
 Désindustrialisation, 46, 147
 Détroit, 77
 Deuxième Internationale, 81
 Diplomatie du dollar, 78
 Djihad islamique palestinien, 136
 Docks, 153
 Dollar, 54, 78, 165
 Domesday Book, 70
 Double nationalité, 64

- Drogue (culture), 132
 Droits de l'Homme, 15, 162; impérialisme des, 15, 18, 168
 Dunn (John), 102
- Eau (fourniture en), 109
 Écosse, 69, 70
 Éducation, 42, 99; écoles, 109
 Égypte, 51, 87, 137
 Eisenhower (Dwight), 164
 Élections (participation aux), 107, 109, 111-113
 Elias (Norbert), 148
 Émeutes raciales, 155
 Empire britannique, 40, 50, 57, 63, 65, 68, 69, 73, 77-79, 159-162, 164; un précédent pour les États-Unis, 50, 64-74, 76-80; et économie mondiale, 68, 69, 73, 74, 76; et diffusion de l'anglais, 65; tentatives d'affaiblissement de la part des États-Unis, 78; et décolonisation, 79, 80.
 Empire des Habsbourg, 82, 83
 Empire ottoman, 82
 Empire romain, 61, 65, 66, 83, 160
 Empire, omeyyade, 83
 Empires: chinois, 25, 82, 160; français, 40, 82; consentement des populations, 45, 46, 86-87, 108; américain, 50, 61, 77-80, 161-171; et démocratie, 51, 52; débats contemporains sur les, 57, 58; espagnol, 64, 72, 82, 159; hollandais, 64, 72, 82, 160; effets culturels, 65, 66; russe, 66, 72, 82; portugais, 72, 82; et décolonisation, 79, 80, 88, 90, 143; fin des, 81-88; allemand, 82; japonais, 82; belge, 82; soviétique, 82; nostalgie des, 84, 85; et mythes fondateurs, 70, 85, 86; voir aussi Empire britannique; Empire des Habsbourg; Empire ottoman; Empire romain
 Épuration ethnique, 83, 90
 Espagne, 110; tribunaux, 32n; et conflit basque, 33, 44, 59, 88, 152; tendances séparatistes, 34; Empire espagnol, 64, 72, 82, 159; immigration, 92; clubs de football, 96n; racisme et football, 99; violence politique, 135, 137, 140; méthodes de contrôle des foules, 147
 ÉTA, 33, 59, 130, 138, 140, 142, 146
 États défaillants, 59, 90, 138
 États-nations, 42, 43, 49, 50, 59, 61, 160; et monopole de la force armée, 32, 33, 43, 44, 90, 108, 131, 149; et mondialisation, 30, 61, 160; mythes fondateurs, 70; augmentation du nombre des, 83, 90, 118; et expérience de l'empire, 83, 85, 86; et nationalisme, 89-99; et loyauté des citoyens, 94, 108, 110; et démocratie, 103, 104, 108-110, 118, 119, 123, 124; recettes des, 108; diminution du rôle de l'État, 108; et ordre public, 149-153
 États-Unis: mondialisation, 12; et démocratie, 13, 52, 103-105, 166; hégémonie, 14-16, 31, 50-55, 57-80, 88, 122, 123, 159-171; isolationnisme, 16; soutien à Pol-Pot, 16; fermeture de l'espace aérien après le 11 septembre 2001, 24; et règlement des conflits, 35, 36, 122; économie, 46, 52-55, 64, 73-79, 163, 165, 170; et menace d'une guerre mondiale, 48; et guerre contre le terrorisme, 48-50; supériorité militaire, 50-54, 61, 88, 122, 165, 166; expansion culturelle, 52, 67, 68, 166; impopularité, 53, 55, 164; « menace sur l'Amérique », 54; divisions internes, 54, 169-171; destin manifeste, 54; auto-définition politique, 58; interventions en Amérique du Sud, 62; « impérialisme moral », 62; suprématie aérienne, 64; bases militaires, 64, 68, 161, 162; différends avec la Grande-Bretagne, 65-71; immigration, 66, 71, 94, 98, 99, 161; frontières, 66, 70; protectionnisme, 68, 74, 75, 115; origines révolutionnaires, 68, 69, 122; fonctions de l'État, 70, 113, 114, 116, 117; mythes fondateurs, 70, 71; définition idéologique des ennemis, 72; expansionnisme, 72; taille de la population, 72, 73, 161; et économie latino-américaine, 73, 74; industrialisation, 74-77; pratiques coloniales, 82, 161; manque de fiabilité des recensements démographiques, 94; élections présidentielles, 107; revenus de l'État, 108; et guerre en Irak, 125; possession d'armes, 131, 146, 150; seuil de tolérance à la violence, 131; réussite des narcotrafiants colombiens aux, 132; réponses au terrorisme, 136-138, 141, 143; méthodes de contrôle des foules, 148; taux d'homicides, 150; abolition du service militaire, 151; quartiers résidentiels sécurisés, 153; militarisation, 164, 167
 Éthiopie, 25
 Euro, 165; zone euro, 75
 Europe du Sud-Est, 25, 34, 47, 91, 136
 Europe occidentale, 43; économies, 51; immigration, 92; violence politique, 135
 Europe, 162; ampleur de la mondialisation, 12; effondrement des régimes communistes, 34, 82, 106; ordre public, 37; agriculture, 40; villes, 41; éducation, 42; et OTAN, 52, 168; « ennemis héréditaires », 72; industrialisation, 74, 76; économies, 75-79; plan Marshall, 79; immigration, 92; clubs de football, 97; violence politique, 135, 136; usines d'armement, 146; taux de d'homicides, 150; suppression des contrôles aux frontières, 151; technologie militaire, 164; échec dans les Balkans, 168
 Extrême-Orient soviétique, 23
 Extrême-Orient, 78; soviétique, 23
- Fatah, 136
 Fédération de Russie, 90, 136
 Femmes, 148; émancipation, 40-42
 Ferguson (Niall), 58, 63
 « Feuille de route », 167
 Finlande, 147, 148
 Fonds monétaire international (FMI), 31, 61, 113

- Football, 65, 66, 95-98, 151 ; et maintien de l'ordre, 154 ; hooliganisme, 99, 145, 146, 153, 154
- Fox News, 169
- Fraction armée rouge, 135
- France, 46 ; révolutionnaire, 15, 71, 162 ; Empire français, 40, 82 ; perte de l'Algérie, 51 ; séparatisme corse, 59 ; monarchie absolue, 65 ; clubs de football, 96n ; république, 110 ; méthodes de contrôle des foules, 147, 148 ; violences urbaines, 150 ; police anti-émeutes, 155 ; tensions avec les États-Unis, 164, 165
- Franco (général), successeur du, 135, 137
- Fraude, 151
- Frères musulmans (Les), 130
- Frontières (tracés des), 36
- Fukuyama (Francis), 110
- Gallois, 71, 98
- Gandhi (Indira), 137
- Gandhi (Rajiv), 137
- GATT, 61
- Gaza (Bande de), 88
- Gengis Khan, 83
- Génocide, 16, 17, 47, 60, 67, 83, 90, 93, 136
- Géorgie, 101
- Gibraltar, 161
- Giuliani (Rudy), 154
- Golf, 65
- Grande Dépression, 75
- Grande-Bretagne (Royaume-Uni), 162 ; mondialisation, 12 ; et conflit en Irlande du Nord, 30, 33, 44, 59, 88, 152, 156-158 ; séparatisme, 34 ; économie, 46, 64, 72-76, 147, 161-163 ; peur de la guerre, 47 ; suprématie navale, 64, 79, 161, 162 ; bases militaires, 64, 69, 161, 162 ; classe dirigeante, 65 ; comparée aux États-Unis, 66-76 ; taille et frontières, 66, 73, 159, 160, 162 ; émigration, 66 ; et fondation des États-Unis, 71, 72 ; décolonisation, 79, 80 ; manque de fiabilité des recensements démographiques, 94, 152, 153 ; Parlement, 110 ; résultats électoraux, 116 ; centralisation des politiques, 116 ; et guerre en Irak, 125 ; augmentation des forces de police, 147 ; méthodes de contrôle des foules, 147 ; quartiers résidentiels sécurisés, 153 ; championnats de football, 153, 154 ; *voir aussi* Empire britannique
- Grandes puissances, 34, 49, 50, 61, 123, 160
- Greenspan (Alan), 115
- Grèves de mineurs, 155
- Grippe aviaire, 60
- Guatemala, 93
- Guerre civile américaine, 54, 68, 72
- Guerre de Corée, 25, 79
- Guerre de Trente Ans, 49
- Guerre du Golfe, 29, 53, 167, 169, 170
- Guerre du Vietnam, 151
- Guerre en Irak, 14, 17, 18, 47, 48, 135, 157 ; « combattants illégaux », 62 ; et démocratie, 121 ; décision d'entrer en guerre, 125 ; succès militaires, 166 ; objectifs, 166, 167 ; opinion divisée sur la, 168 ; contrôle des médias, 169
- Guerre froide, 19, 23-28, 34, 35, 44, 52, 53, 60, 75, 78, 79, 83, 87-91, 105, 134, 143, 146, 160, 161, 164, 170 ; guerres par procuration durant la, 27 ; création du néologisme de, 28 ; présupposés et rhétorique de la, 34, 161, 164 ; et accès aux armes, 33, 87, 90 ; conséquences économiques, 75, 78 ; et intégrité territoriale des États, 91 ; et déclin de la violence, 134 ; tentatives des États-Unis de ressusciter le climat de la, 143
- Guerre indo-pakistanaise, 26, 135
- Guerre Iran-Irak, 135
- Guerres : xx^e siècle, 23-33, 47, 60, 93, 134 ; guerres mondiales, 23, 24, 26, 28, 47, 77, 105, 134, 151 ; guerres civiles, 24, 25, 28, 33, 60, 91, 123, 136, 138 ; civils et non-combattants, 26, 27, 37, 47, 60 ; conventions, 28, 29, 31, 50, 141 ; rhétorique de la guerre, 29, 34, 48, 156 ; xxi^e siècle, 33-37, 48, 49 ; règlement des conflits, 34-37 ; peur de la guerre, 47 ; danger de guerre mondiale, 48, 49, 55, 59 ; doctrine Rumsfeld, 54 ; réaction à la guerre des Balkans, 60 ; et empires, 63 ; guerres totales, 106, 108 ; « guerres sales », 129, 134, 140 ; guerres de religion, 29, 134 ; institutions de guerre, 157 « Guerres asymétriques », 90
- Haïti, 94
- Hamas, 136, 137
- Haut-commissaire aux réfugiés des Nations unies, 27, 91
- Hawaï, 68
- Heysel (stade du), 153
- Hezbollah, 136, 137
- Hindouisme, 127
- Histoire, 57 ; fin de l', 39
- Hitler (Adolf), 82, 134, 169
- Hobbes (Thomas), 23, 57, 102
- Hollande, et Empire hollandais, 64, 72, 82, 160 ; *voir aussi* Pays-Bas
- Hollywood, 52
- Homicide, 30, 133 ; assassinat politique, 137 ; taux d', 150
- Hongrie, 97
- Husseïn (Saddam), 18
- Hyde Park, 150
- Ignatieff (Michael), 168
- Ikea, 10
- Immigration de travail, 12, 45, 46 ; *voir aussi* mobilité
- Impérialisme, 14, 58, 85, 101, 169 ; « moral », 62 ; fin de l'ère des Empires, 81-83 ; *voir aussi* Empires
- Impôts, 33, 44, 112 ; exonérations fiscales, 75 ; et élections, 114
- Incas, 71

- Inde, 11, 142, 166; mondialisation, 12; paysannerie, 40; éducation, 42; place des femmes, 42; et groupes armés dissidents, 44, 141; économie, 51; missionnaires en, 69; expérience de l'empire, 86, 87; hymne national, 87; et Cachemire, 88, 141; et Sri Lanka, 127, 128; méthodes de contrôle des foules, 147
- Indochine, 25, 40
- Indonésie, 40
- Industrie de la sécurité, 147
- Inégalités, économiques et sociales, 11, 36, 59
- Injures et gros mots, 148
- Internet, 32, 146, 157
- « Interprétation », 132
- Interventions humanitaires, 15-18, 122
- IRA, 30, 33, 59, 138, 140, 143, 146, 155, 156, 157; IRA provisoire, 130
- Irak, 16, 29, 44, 45, 86, 135, 142, 157, 166, 168, 169; insurrection, 142; « démocratie » modèle, 166
- Iran, 16, 135; révolution, 136, 137
- Irlande du Nord, 30, 108, 23, 135, 139, 153, 155, 156, 158
- Irlande, 69, 140, 147, 150, 158
- Islam chiite, 137
- Israël, 29, 94, 137, 142
- Italie, 65, 110, 169; conquête de l'Éthiopie, 25; tendances séparatistes, 34; croissance économique négative, 46n; clubs de football, 96n; et démocratie, 113; violence politique, 135, 138-140; méthodes de contrôle des foules, 147
- Japon, 23, 66; mondialisation, 12; économie, 46, 54, 76; réforme agraire, 79; Empire japonais, 82; et démocratie, 102, 115
- Jean-Paul II (pape), 137
- Jordanie, 93
- Juifs, 81, 94
- Jvp, 128-130
- Kalachnikov (AK 47), 146
- Kampuchea, *voir* Cambodge
- Kipling (Rudyard), 62
- Kosovo, 17
- Kouchner (Bernard), 168
- Kurdistan, 45, 87, 112
- Laine, 74
- Langage, agressif, 148
- Liban, 29, 35, 93, 137
- Liberia, 16
- Libye, 40
- Livingstone (Ken), 150
- Londres, 73, 150, 163; attentats, 141, 142
- Lumières (les), 69
- Luxembourg, 97
- Madoc (prince), 71
- Madrid (attentats), 141
- Maintien de la paix, 36
- Malaisie, 40
- Malouines (îles), 161
- Mandans (Indiens), 71
- Mandchourie, 23
- Maoïsme, 129
- Marché: et mondialisation, 10, 11, 46, 49, 59, 76; et inégalités, 11, 49, 59; idéologie du, 44, 95, 108; alternative à la démocratie, 109, 110; utopie du, 118
- Marie Tudor, 66
- Maroc, 28
- Marshall (plan), 79
- Martyre, 137
- Marx (Karl), 12
- Matière premières (importation de), 65, 66
- Mazower (Mark), 84
- McDonald's, 10
- Médias, 99; et démocratie, 111-114, 116, 117; et montée de la violence, 133; et terrorisme, 137, 142, 143; et maintien de l'ordre, 155; pression des États-Unis sur les, 169
- Méditerranée (région), 81, 85, 134
- Mégapoles, 40, 41
- Metaxas (Yanni), 81
- Mexico, 153
- Mexique, 25, 62, 67, 73, 74
- Mill (John Stuart), 103
- Missouri (rivière), 71
- Mobilité, 92-94; *voir aussi* migration de travail
- Mode, 65
- Monarchies, 102
- Monde musulman, 40, 85, 91, 130, 136, 142
- Mondialisation, 27, 44-46, 64, 75-77, 87, 151, 162, 163; et libre marché, 10-12, 44, 49, 51, 59, 76; limites politiques de la, 30, 61, 160; et mobilité, 92, 95; et affaiblissement de la démocratie, 106, 107, 113; aversion pour la, 115; et humanité, 122
- Monroe (doctrine), 62, 68
- Montoneros (insurrection), 135
- Moro (Aldo), 135
- Mounties*, 70
- Moyen Âge, 148
- Mur de Berlin (chute du), 39, 47, 60
- Myanmar, 40, 47
- Naím (Moisés), 152
- Namibie, 97
- Napoléon Bonaparte, 51
- Napoléon III (empereur), 103
- Nationalisme, 89-99
- Nations unies (ONU), 31, 53, 58, 61, 103, 168; États-membres, 34, 44, 90, 118; et résolution des conflits, 35
- Naxalites (insurrection des), 141
- Néo-blanchisme, 135, 136
- Népal, 138

- Nevski (Alexandre), 71
 New York, 20, 141, 154, 158
 Niger, 97
 Niveleurs anglais, 121
 Noire (mer), 72
 Norvège, 95, 128, 145-148
 Notting Hill Carnival (émeutes de), 156
 Nouvelle-Zélande, 68
- OPEP, 165
 Opinion publique, 111, 112, 169; et maintien de l'ordre, 155
 Ordre public, 30, 37, 145-148
 Organisation mondiale du commerce (OMC), 31, 54, 61
 Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), 40 66
 Orwell (George), 57
 OTAN, 52, 168
 Ouest sauvage, 70
 Ouganda, 16
 Ouzbékistan, 69
- Pacifique (océan), 68, 82, 83, 85, 161
 Pacifique (région), 68, 72, 76
 Pakistan, 40, 128; et démocratie, 101
 Palestine, 67, 136, 139, 140
 Palestiniens, 29; attentats suicides, 139, 124
 Papouasie-Nouvelle-Guinée, 101
 Paris, 65; révolte étudiante, 150
 Parlement européen, 124
 Passeports, 94
 Pauvreté, 11, 12
Pax americana, 61
Pax britannica, 50, 61
Pax romana, 61
 Paysans : déclin des, 40; rébellions, 132; extermination des, 133
 Pays-Bas, 75; clubs de football, 96n; racisme et football, 99; méthodes de contrôle des foules, 147; voir aussi Hollande
 Pentagone, 24, 86, 168
 Pères fondateurs, 71
 Perle (Richard), 167
 Pérou, 129, 140, 141
 Pétrole, 166; prix, 113
 Philippe II d'Espagne, 66
 Philippines, 40, 82, 93
 Pierre le Grand, 72
 Pinochet (général Augusto), 32, 141
 Pkk, 136
 Police, 30, 44; réponses au terrorisme, 139, 140; et ordre public, 145, 147, 148, 154-157; augmentation des effectifs de la, 147; désarmée, 148; et football, 153, 154
 Politique du « tirer pour tuer », 155
 Pologne, 97
 Pol Pot, 16, 101
- Populations (transfert de), 47, 60, 83, 90, 91, 93
 Porto Rico, 68
 Porto, 41
 Portugal, 41; empire portugais, 72, 82; clubs de football, 96
 Poutine (Vladimir), 90
 Prague, 113
 Première Guerre mondiale, 26, 28, 73, 75, 77, 82, 131
 Prêt (consenti aux Britanniques), 78
 Prêt-bail, 78
 Prisonniers, 62
 Prisons, 43, 44, 109
 Proche-Orient, 25, 28, 55, 91, 167
 Propagande, 29, 105
 Protection sociale et services sociaux, 12, 43, 108, 109.
 Protectionnisme, 13, 68, 74, 115
 Protestantisme, 69
 Prusse, 102
 Publicité, 78
 Puritains, 71
- Quartiers résidentiels sécurisés, 153
Queensberry Rules, 150
- Rabin (Yitzhak), 137
 Racisme, 99, 101, 128, 129
 Radars routiers, 151
 Reagan (Ronald), 137
 Recensements démographiques, 94, 152
 Réchauffement climatique, 10, 60
 Reddition inconditionnelle, 29, 35
 Réfugiés, 26, 27, 47, 60, 91, 139
 Relations familiales, 149
 République de Weimar, 121
 Révolte des Cipayes, 28
 Révolution française, 43
 Révolution russe (révolution d'Octobre), 25, 28, 82, 132
 Révolutions, 25, 28, 69, 71, 72, 169
 Rio de Janeiro, 153
 Roosevelt (F. D.), 83
 Royaume-Uni, voir Grande-Bretagne
 Rumsfeld (Donald), 54
 Russie : révolutionnaire, 15, 162; rôle au Kosovo, 17; guerre civile, 25, 132; Empire russe, 66, 72, 82; ressources naturelles, 72, 73; méthodes de contrôle des foules, 147; voir aussi Urss
 Rwanda, 91
- Sadate (Anouar), 137
 Sainte-Hélène, 161
 Salvador, 93
 SAS, 133
 Seattle, 113
 Seconde Guerre mondiale, 48, 59, 64, 68, 75, 90, 105, 163; victimes, 26, 136; début et fin, 28;

INDEX

- et personnes déplacées, 47, 60, 83, 90, 91 ; politique américaine, 78 ; et la fin de l'ère des empires, 82, 83 ; et le développement de l'AK 47, 146
- Sénégal, 93
- Sentier lumineux, 129, 133, 140
- Serbie, 17, 115
- Services postaux, 44, 109
- Sida, 60
- Sierra Leone, 101
- Smith (Adam), 114
- Société des Nations, 58
- Sociétés multinationales, 44, 119
- Sociétés privatisées, 109
- Soldats, 133, 148, 151, 158
- Somalie, 137
- Soudan, 91, 97
- Sports, 65
- SRAS, 159
- Sri Lanka, 87, 88, 123, 127-130, 136-138
- SS, 133, 134
- Staline (Joseph), 71, 134
- Strachan (Hew), 62
- Suède, 101, 137
- Suffrage universel, 102, 111, 121,
- Suisse, 10, 81, 108, 160
- Summers (Larry), 115
- Supermarché, 77
- Surveillance, 45, 152
- Syndicats, 114
- Syrie, 29, 35, 167
- Système métrique, 65
- Taiwan, 40
- Talibans, 18
- Tamouls, 127, 128, 136, 137
- Tanzanie, 16
- Tchécoslovaquie, 123
- Tchéchénie, 33, 90, 136
- Technologie militaire, 159, 164, 165
- Télévision, 60, 95, 112, 137
- Terrorisme, 48, 49 ; la « guerre contre le terrorisme », 48, 49, 123, 141, 143, 156-158 ; changement de la nature du, 127-143 ; et assassinats aveugles, 130, 157 ; et assassinats politiques, 137 ; médias et, 137, 142, 143 ; faiblesse des mouvements terroristes, 142, 143 ; statistiques, 157
- Thaïlande, 40, 82
- Théocraties, 101, 106, 117
- Thessalonique, 20, 81, 82
- Tiers-monde producteur de matières premières, 54
- Tigres tamouls, 128, 136, 137
- Timor oriental, 16, 112
- Timour, 83
- « Totalitarisme », 19
- Tolérance zéro, 154
- Torture, 51, 132-134, 140, 149
- Trafalgar Square, 150
- Traite des esclaves (abolition), 162
- Transcaucasie, 91
- Troupes d'élite, 133
- Tunisie, 40
- Turner (Frederick Jackson), 67
- Turquie, 40, 170
- Ukraine, 104
- Union européenne, 158 ; économie, 46, 53, 54 ; immigration, 92 ; et démocratie, 102, 104, 119, 124 ; montée de la xénophobie, 136 ; sabotée par les États-Unis, 168
- Union soviétique, *voir* URSS
- Urbanisation, 41
- URSS (Union soviétique), 52, 146, 161, 164, 169, 171 ; chute de l', 19, 34, 49, 50, 53, 59, 89, 90, 143, 165 ; Empire soviétique, 82 ; échec des systèmes de type soviétique, 115 ; homicides en, 133
- Uruguay, 127, 130, 135
- Venezuela, 135
- Vietnam, 16, 79, 135, 151, 169
- Violence : montée de la, 130-133, 145 ; et convictions idéologiques, 133-135 ; politique, 135-143 ; diminution de la, 148
- Washington (George), 15
- Waterloo (bataille de), 49
- Webb (Sidney et Béatrice), 114
- Webster (Noah), 71
- Wilson (Woodrow), 62, 77, 78, 83, 122
- Wodehouse (P. G.), 149
- Wolfowitz (Paul), 167
- World Trade Center, 24
- Xénophobie, 95, 99, 136
- Yémen, 101
- Yougoslavie (ex-), 15, 17, 34, 91
- Zimbabwe, 97

Achévé
d'imprimer en
février 2009 sur les
presses de l'imprimerie
Brodard et Taupin en France
(UE) pour le compte de
© André Versaille Éditeur,
2009 – Centre Dansaert –
7, rue d'Alost – 1000
B r u x e l l e s –
Belgique

www.andreversailleediteur.com



N°14